

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS  
ET DE L'INFRASTRUCTURE

F. 99 — 3039

[C — 99/14162]

7 MAI 1999. — Arrêté royal relatif au cahier des charges applicable à l'exploitation des services de communications personnelles mobiles par satellite

RAPPORT AU ROI

Sire,

Des systèmes de communications basés sur des liaisons satellite ont été récemment développés. De tels systèmes permettent des services comme la téléphonie vocale, la radiomessagerie et, dans une moindre mesure, le transfert de données.

Vu le caractère mondial de ces systèmes, la Conférence Administrative Mondiale des Radiocommunications (C.A.M.R.) de l'Union Internationale des Télécommunications (U.I.T.), tenue en 1992, a attribué des bandes de fréquences à ces applications par satellite.

Ces mêmes bandes de fréquences sont fixées par la C.E.P.T. entre autres dans sa décision ERC/DEC/(97)03 du 30 juin 1997.

Par ailleurs, la directive 97/13/CE du Parlement européen et du Conseil du 10 avril 1997 relative à un cadre commun pour les autorisations générales et les licences individuelles dans le secteur des services de télécommunications prévoit que les Etats membres doivent fixer dans un délai raisonnable les conditions définitives pour l'exploitation des nouveaux services.

L'arrêté royal qui Vous est soumis a pour but d'établir le cahier des charges pour le service au public de communications personnelles mobiles par satellite en vertu de l'article 89, §§ 1<sup>er</sup> et 2, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, remplacé par l'article 35 de la loi du 19 décembre 1997, et de l'article 92<sup>ter</sup> de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, inséré par l'article 41 de la loi du 19 décembre 1997. Cet arrêté comporte trois chapitres :

- Chapitre Ier : Cahier des charges pour l'exploitation de services de communications personnelles mobile par satellite
- Chapitre II : Procédure d'octroi d'une autorisation
- Chapitre III : Dispositions finales

Pour répondre à l'avis du Conseil d'Etat, il est à noter que la partie du cahier des charges relatif à l'autorisation du réseau, est basée sur et est en concordance avec l'article 92<sup>bis</sup> de la loi comme mentionné au préambule.

Commentaire article par article

L'article 1<sup>er</sup> définit les termes nécessaires pour une bonne compréhension des dispositions contenues dans le présent arrêté.

L'article 2 décrit la nature des services susceptibles d'être offerts par l'opérateur : l'opérateur offre des services de télécommunications par satellite aux utilisateurs mobiles.

Il va de soi que l'autorisation octroyée ne porte aucun préjudice aux droits de l'opérateur d'offrir tout autre service de télécommunications dans les limites prévues par la réglementation en vigueur.

L'article 3 décrit la durée de validité de l'autorisation : celle-ci est fixée initialement à dix ans, avec une possibilité de prolongation. L'autorité conserve ainsi son pouvoir de déterminer la politique à suivre pour ces services, compte tenu de l'évolution du secteur.

MINISTERIE VAN VERKEER  
EN INFRASTRUCTUUR

N. 99 — 3039

[C — 99/14162]

7 MEI 1999. — Koninklijk besluit betreffende het bestek van toepassing op de exploitatie van mobiele persoonlijke satellietcommunicatiediensten

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Recentelijk werden op satellietverbindingen gebaseerde communicatiesystemen ontwikkeld. Dergelijke systemen maken diensten mogelijk als spraaktelefonie, semafoon en in beperkte mate, dataoverdracht.

Door het mondiale karakter van dergelijke systemen zijn door de Internationale Telecommunicatie-unie ("Union Internationale des Télécommunications", U.I.T.) tijdens de Administratieve Wereld Radioconferentie ("World Administrative Radio Conference", W.A.R.C.) gehouden in 1992, frequentiebanden toegewezen aan dergelijke satelliettoepassingen.

Dezelfde frequentiebanden zijn door de C.E.P.T. vastgelegd, onder andere in beslissing ERC/DEC/(97)03 van 30 juni 1997.

Bovendien wordt door richtlijn 97/13/EG van het Europees Parlement en de Raad van 10 april 1997 betreffende een gemeenschappelijk kader voor algemene machtigingen en individuele vergunningen op het gebied van telecommunicatie bepaald dat Lidstaten binnen een redelijke termijn definitieve voorwaarden voor de exploitatie van nieuwe diensten dienen vast te stellen.

Het koninklijk besluit dat U wordt voorgelegd heeft tot doel het bestek voor de openbare dienst van mobiele persoonlijke satellietcommunicatiediensten op te stellen op grond van artikel 89, §§ 1 en 2, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, vervangen door artikel 35 van de wet van 19 december 1997, en artikel 92<sup>ter</sup> van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven ingevoegd door artikel 41 van de wet van 19 december 1997. Dit besluit bevat drie hoofdstukken :

- Hoofdstuk I : Bestek voor de exploitatie van mobiele persoonlijke satellietcommunicatiediensten
- Hoofdstuk II : Procedure voor de toekenning van een vergunning
- Hoofdstuk III : Slotbepalingen

Als antwoord op het advies van de Raad van State wordt erop gewezen dat het gedeelte van het bestek dat betrekking heeft op het vergunnen van het netwerk gebaseerd is op en in overeenstemming is met artikel 92<sup>bis</sup> van de wet zoals vermeld in de aanhef.

Artikelsgewijze commentaar

Artikel 1 definieert de verschillende termen nodig voor een goed begrip van de bepalingen van dit besluit.

Artikel 2 beschrijft de aard van de diensten die door de operator aangeboden kunnen worden : de operator biedt mobiele gebruikers telecommunicatiediensten via satellieten aan.

Het is vanzelfsprekend dat de verleende vergunning geen afbreuk doet aan de rechten van de operator om elke andere telecommunicatiedienst aan te bieden binnen de grenzen bepaald door de van toepassing zijnde reglementering.

Artikel 3 beschrijft de geldigheidsduur van de vergunning : deze is aanvankelijk vastgelegd op tien jaar, met de mogelijkheid tot verlenging. De overheid blijft hierdoor bij machte het beleid inzake dergelijke diensten te bepalen, rekening houdend met de evolutie van de sector.

L'article 3 prévoit en outre que l'Institut doit être mis au courant de toute modification dans la structure ou dans le contrôle du capital de l'opérateur. Si le Ministre estime que la nouvelle structure est de nature à remettre sérieusement en cause les conditions sous lesquelles l'autorisation est délivrée, il peut proposer au Conseil des Ministres de retirer l'autorisation.

L'autorisation délivrée sur la base du présent arrêté ne dispense pas l'opérateur des autres dispositions légales applicables à ces activités, à savoir la législation concernant l'aménagement du territoire, les différents impôts, contributions et taxes et la législation sur l'usage des langues.

L'opérateur doit également respecter les obligations et les règles qui lui sont imposées par la Convention Internationale des Télécommunications, le Règlement des Radiocommunications, les accords internationaux et la réglementation de la Communauté européenne.

L'article 4 décrit les objectifs à remplir par l'opérateur en matière de disponibilité des services. Le service des renseignements et le service d'assistance font partie du service et sont définis.

Les services doivent être accessibles pour tous d'une manière non discriminatoire. Cette exigence est étendue aux éventuelles sociétés de commercialisation de services à l'article 8, § 1<sup>er</sup>.

Dans l'article 4, § 3, la possibilité offerte à l'opérateur de suspendre son service relève entièrement de sa propre responsabilité.

L'article 5 traite des fréquences radioélectriques indispensables pour l'exploitation des services. Pour l'obtention et l'utilisation de ces fréquences, il est fait référence à l'arrêté royal du 15 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées.

L'article 5, § 4, stipule que le titulaire d'autorisation ne peut refuser l'accès à son réseau à une station terrienne mobile de satellite dûment agréée; l'agrément d'une station terrienne mobile de satellite est soumis aux dispositions réglementaires en vigueur.

L'article 6 encourage le titulaire d'une licence à monter ses installations sur des emplacements existants. Si un autre titulaire d'une autorisation se trouve dans l'impossibilité de monter ses installations dans une région donnée, le titulaire de l'autorisation donne accès à son site; cette obligation s'applique également lorsque le titulaire de l'autorisation loue le site. Si certains travaux d'aménagement raisonnables sont nécessaires pour l'utilisation commune du site, le titulaire-propriétaire du site ne peut s'opposer à l'utilisation partagée, mais il a bien sûr le droit de se faire rembourser les frais de ces travaux.

Pour répondre à l'avis du Conseil d'Etat, en ce qui concerne l'extension à d'autres opérateurs de l'obligation du partage des sites, il est à noter que suite aux conditions techniques d'installation géographique et les dimensions des stations terriennes, il n'est pas possible de réaliser ce partage d'une façon rationnelle pour les parties concernées; en ce qui concerne l'emploi de l'expression "site" dans le texte néerlandais, cette expression est employée afin de garder la même terminologie que dans l'arrêté royal du 24 octobre modifiant l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM et dans l'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS-1800.

L'article 7 définit les modalités d'interconnexion entre le réseau du titulaire de l'autorisation et d'autres réseaux de télécommunications. L'ensemble des conditions techniques et commerciales d'interconnexion fait l'objet d'une convention d'interconnexion entre les parties en présence.

Artikel 3 bepaalt bovendien dat het Instituut op de hoogte moet worden gesteld van eventuele wijzigingen in de structuur van of in de controle over het kapitaal van de operator. Indien de Minister van oordeel is dat de nieuwe structuur van die aard is dat de voorwaarden waaronder de vergunning is uitgereikt ernstig in het gedrang komen, kan hij aan de Ministerraad voorstellen de vergunning in te trekken.

De vergunning die op basis van dit besluit wordt uitgereikt stelt de operator niet vrij van de overige wettelijke bepalingen die op zijn werkzaamheden van toepassing zijn, met name de wetgeving inzake ruimtelijke ordening, de diverse belastingen, bijdragen en taksen en de wetgeving inzake het taalgebruik.

De operator moet eveneens de verplichtingen en regels naleven die hem worden opgelegd krachtens de Internationale Telecommunicatie Conventie ("Convention Internationale des Télécommunications"), door het Reglement van de Radioverbindingen, door de internationale overeenkomsten en door de reglementering van de Europese Gemeenschap.

Artikel 4 beschrijft de doelstellingen inzake beschikbaarheid van de diensten waaraan de operator moet beantwoorden. De dienst inlichtingen en de hulpdienst maken deel uit van de diensten en zijn gedefinieerd.

De diensten moeten voor iedereen op een niet-discriminerende basis toegankelijk zijn. Deze vereiste wordt uitgebreid tot eventuele service providers in artikel 8, § 1.

De mogelijkheid die artikel 4, § 3, de operator biedt de dienst te schorsen valt volledig onder zijn eigen verantwoordelijkheid.

Artikel 5 behandelt de radio-elektrische frequenties onontbeerlijk voor het exploiteren van de diensten. Voor het verkrijgen en het gebruik van deze frequenties wordt verwezen naar het koninklijk besluit van 15 oktober 1979 betreffende de private radioverbindingen.

Artikel 5, § 4, bepaalt dat de vergunninghouder geen enkel behoorlijk goedgekeurd mobiel satellietgrondstation de toegang tot zijn netwerk mag weigeren; de goedkeuring van een mobiel satellietgrondstation is onderworpen aan de geldende reglementaire bepalingen.

Artikel 6 moedigt de vergunninghouder aan zijn installaties op reeds bestaande opstelplaatsen op te stellen. Indien een andere vergunninghouder in de onmogelijkheid verkeert om zijn installaties in een bepaalde streek te plaatsen verleent de vergunninghouder toegang tot zijn site; deze verplichting is eveneens van toepassing als de vergunninghouder de site huurt. Indien sommige redelijke aanpassingswerken nodig zijn voor het gezamenlijke gebruik van de site, kan de vergunninghouder-eigenaar van de site zich niet verzetten tegen het gezamenlijke gebruik maar heeft hij vanzelfsprekend het recht zich te laten vergoeden voor de kosten van deze werken.

Als antwoord op het advies van de Raad van State wat betreft de uitbreiding tot andere operatoren van de verplichting tot gedeeld gebruik van de sites, moet opgemerkt worden dat het door de technische voorwaarden verbonden aan de geografische opstelling en de omvang van de satellietgrondstations het niet mogelijk is voor de betrokken partijen dit gedeeld gebruik op een rationele wijze te verwezenlijken; wat betreft het gebruik van de term "site" in de Nederlandse tekst is deze uitdrukking gebruikt om eenzelfde terminologie te behouden als gebruikt in het koninklijk besluit van 24 oktober 1997 tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en exploiteren van GSM-mobilfoonnetten en het koninklijk besluit van 24 oktober 1997 betreffende het opzetten en de exploitatie van DCS-1800-mobilfoonnetten.

Artikel 7 behandelt de nadere regels inzake interconnectie tussen het netwerk van de vergunninghouder en andere telecommunicatienetten. Het geheel van de technische en commerciële interconnectievoorwaarden maakt het voorwerp uit van een interconnectieovereenkomst tussen de betrokken partijen.

Les négociations concernant la réalisation d'accords d'interconnexion sont réglementées par l'arrêté royal réglant les délais et principes applicables aux négociations commerciales menées en vue de conclure des accords d'interconnexion.

L'article 8 traite de la commercialisation des services. Moyennant le respect de la législation en vigueur, le titulaire de l'autorisation peut organiser librement et comme il l'entend la commercialisation de ses services. Le titulaire de la licence est libre de commercialiser ses services via des sociétés séparées. Le cas échéant, l'Institut vérifie que les contrats conclus avec les sociétés ne sont pas discriminatoires et qu'ils garantissent une certaine protection des utilisateurs.

Les tarifs appliqués sont soumis à la législation en la matière, qui ressortit au Ministre des Affaires économiques.

L'article 9 concerne la participation du titulaire de l'autorisation à des organismes internationaux.

Pour répondre à l'avis du Conseil d'Etat, il faut remarquer que cette obligation est semblable à celle imposée aux opérateurs autorisés conformément à l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM ou l'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS-1800; cette obligation assure que le détenteur de l'autorisation suit l'évolution des techniques et l'harmonisation internationale des services qu'il offre.

L'article 10 concerne la contribution du titulaire de l'autorisation au fonds pour le service universel des télécommunications dans le cadre des dispositions légales et réglementaires en vigueur au niveau national et européen.

L'article 11 traite les questions relatives à la protection des utilisateurs, notamment en matière de vie privée et de collaboration avec les autorités judiciaires.

Le titulaire de l'autorisation doit prendre les mesures nécessaires afin de garantir la sécurité des services qu'il offre. De même, l'abonné doit avoir la possibilité, gratuitement et par un moyen simple, de mettre fin au renvoi automatique des appels par un tiers vers sa station terrienne mobile de satellite. Ces dispositions sont la transposition d'obligations que la Directive européenne 97/66/EC impose aux Etats membres.

Le titulaire de l'autorisation doit respecter les dispositions légales en vigueur en ce qui concerne la protection de la vie privée.

Les dispositions de cet article n'empêchent pas la conclusion d'accords entre le titulaire de l'autorisation et les services de secours en Belgique afin de leur permettre d'intervenir avec un maximum d'efficacité.

L'article 12 traite les obligations du titulaire de l'autorisation dans le cas où celui-ci offre les services d'indication de l'identification des lignes appelante et connectée à ses abonnés. Les dispositions de cet article sont conformes à celles qui sont stipulées pour ces services dans la Directive européenne 97/66/EC.

L'article 13 traite des relations entre le titulaire de l'autorisation et ses clients.

L'article oblige le titulaire de l'autorisation à créer un service qui examine les plaintes de ses clients. En outre, le titulaire de la licence est obligé d'informer ses clients de l'existence du service de médiation qu'ils peuvent saisir de leurs plaintes. Le titulaire de l'autorisation doit à cette fin conclure un protocole avec le service de médiation.

Le paragraphe 2 stipule que le titulaire de l'autorisation fournit à un abonné, à sa demande, une facture non détaillée; la réglementation communautaire en la matière considère la facture détaillée comme étant la règle.

De onderhandelingen met betrekking tot het verwezenlijken van interconnectieakkoorden worden geregeld door het koninklijk besluit tot regeling van de termijnen en principes die van toepassing zijn op de commerciële onderhandelingen die worden gevoerd om interconnectieakkoorden te sluiten.

Artikel 8 gaat over de commercialisering van de diensten. Mits naleving van de toepasselijke wetgeving mag de vergunninghouder de commercialisering van zijn diensten vrij en naar eigen goeddunken organiseren. De vergunninghouder is vrij zijn diensten te commercialiseren langs aparte maatschappijen. In voorkomend geval gaat het Instituut na of de met de maatschappijen gesloten contracten niet discriminerend zijn en een zekere bescherming van de gebruikers garanderen.

De toegepaste tarieven zijn onderworpen aan de wetgeving terzake die onder de bevoegdheid van de Minister van Economische Zaken valt.

Artikel 9 betreft de deelname van de vergunninghouder aan internationale organisaties.

Als antwoord op het advies van de Raad van State moet opgemerkt worden dat deze verplichting vergelijkbaar is met die welke is opgelegd aan de operatoren vergund overeenkomstig het koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en exploiteren van GSM-mobilfoonnetten of het koninklijk besluit van 24 oktober 1997 betreffende het opzetten en de exploitatie van DCS-1800-mobilofonienetten; deze verplichting verzekert dat de vergunninghouder de evolutie opvolgt van de technieken en de internationale harmonisering van de diensten die hij aanbiedt.

Artikel 10 betreft de bijdrage van de vergunninghouder in het fonds voor de universeledienstverlening inzake telecommunicatie in het kader van de wettelijke en reglementaire van kracht zijnde bepalingen op nationaal en Europees vlak.

Artikel 11 behandelt de vragen met betrekking tot de bescherming van de gebruikers en meer bepaald van de privacy en de medewerking met de gerechtelijke overheden.

De vergunninghouder moet de nodige maatregelen treffen om de veiligheid van de door hem aangeboden diensten te garanderen. Eveneens moet de abonnee over de mogelijkheid beschikken, gratis en op een eenvoudige manier, de automatische doorschakeling door derden naar zijn mobiel satellietgrondstation ongedaan te maken. Deze bepalingen zijn een omzetting van verplichtingen welke in de Europese Richtlijn 97/66/EG aan de Lidstaten worden opgelegd.

De vergunninghouder moet de van kracht zijnde wetsbepalingen naleven inzake de bescherming van het privé-leven.

De bepalingen van dit artikel vormen geen hindernis voor het sluiten van de nodige overeenkomsten tussen de vergunninghouder en de nooddiensten in België om deze laatste in staat te stellen met een zo groot mogelijke doeltreffendheid tussenbeide te komen.

Artikel 12 behandelt de verplichtingen van de vergunninghouder wanneer deze de diensten voor presentatie van de identificatie van het oproepende nummer en de identificatie van het opgeroepen nummer aanbiedt aan zijn abonnees. De bepalingen van dit artikel komen overeen met diegene die zijn vastgelegd voor deze diensten in de Europese Richtlijn 97/66/EG.

Artikel 13 betreft de betrekkingen tussen de vergunninghouder en zijn klanten.

Het artikel legt de vergunninghouder de verplichting op een dienst op te richten die de klachten van zijn klanten onderzoekt. Bovendien wordt de vergunninghouder ertoe verplicht zijn klanten op de hoogte te stellen van het bestaan van de ombudsdienst waar zij hun klachten aanhangig kunnen maken. De vergunninghouder moet met de ombudsdienst hiervoor een protocol afsluiten.

Paragraaf 2 bepaalt dat de vergunninghouder een abonnee, op zijn verzoek, een niet gedetailleerde factuur dient te leveren; de gedetailleerde factuur is volgens de communautaire reglementering als regel te beschouwen.

L'article 14 décrit les relations entre le titulaire de l'autorisation et l'Institut afin de permettre à ce dernier de remplir sa mission de contrôle de l'application des conditions du cahier des charges par le titulaire.

L'article 15 concerne les rapports que le titulaire de l'autorisation doit transmettre à l'Institut.

L'article 16 fixe la procédure à suivre si le titulaire ne respecte pas les conditions de sa licence.

L'article 17 prévoit le paiement d'une redevance unique par le candidat titulaire d'autorisation, afin de couvrir les frais de l'Institut pour l'examen du dossier.

L'article 18 fixe le montant et les modalités de paiement de la redevance annuelle due par le titulaire pour les frais liés à la gestion de son autorisation par l'Institut.

L'article 19 prévoit que les redevances sont adaptées annuellement à l'indice des prix à la consommation.

L'article 20 prévoit qu'une suspension ou un retrait de l'autorisation n'entraîne aucun remboursement de redevances payées dans le cadre de cet arrêté.

Pour répondre à l'avis du Conseil d'Etat, il est à noter que la suspension ou le retrait d'une autorisation engendre des actions administratives pour l'Institut, dont les coûts doivent être couverts par la rétribution.

L'article 21 détermine le nombre d'exemplaires et la manière de transmettre une demande d'autorisation à l'Institut. Conformément à la législation belge relative à l'emploi des langues dans l'administration, les demandes d'autorisation doivent être rédigées en français ou en néerlandais.

L'article 22 indique quels renseignements doivent au moins être inclus dans la demande d'autorisation.

L'article 23 concerne l'attribution ou le refus éventuel de l'autorisation par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

Si l'autorisation est attribuée, celle-ci est notifiée au demandeur par le Ministre.

Pour répondre à l'avis du Conseil d'Etat, il est à noter que la directive 97/13/CE relative aux licences prévoit une possibilité d'étendre le délai à quatre mois dans les cas justifiés. Une prolongation du délai pour les services mobiles de communications personnelles mobiles par satellite se justifie par le caractère mondial des systèmes ce qui nécessite le contrôle de la coordination des fréquences. En toute hypothèse, le délai de trois mois est un terme maximum qui ne sera utilisé que dans les cas justifiés.

L'article 24 concerne les modalités d'entrée en vigueur du présent arrêté tandis que l'article 25 est relatif à son exécution.

Toutes les observations formulées par le Conseil d'Etat ont été rencontrées à l'exception de celles qui font l'objet d'un commentaire dans le rapport au Roi.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
le très respectueux  
et très fidèle serviteur,

Le Ministre des Télécommunications,

E. DI RUPO

Artikel 14 omschrijft de betrekkingen tussen de vergunninghouder en het Instituut om deze laatste in staat te stellen zijn controleopdracht te vervullen met betrekking tot de naleving van de voorwaarden van het bestek door de vergunninghouder.

Artikel 15 behandelt de verslagen welke de vergunninghouder aan het Instituut dient te bezorgen.

Artikel 16 legt de procedure vast die wordt gevolgd ingeval de vergunninghouder de voorwaarden van zijn vergunning niet nakomt.

Artikel 17 bepaalt de betaling van een eenmalige retributie door de kandidaat-vergunninghouder, die de kosten van het Instituut dekt van het onderzoek van het dossier.

Artikel 18 legt het bedrag en de betalingsvoorwaarden vast van de jaarlijkse retributie die de vergunninghouder dient te betalen voor de kosten verbonden aan het beheer van zijn vergunning door het Instituut.

Artikel 19 bepaalt dat de retributies jaarlijks aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden aangepast.

Artikel 20 bepaalt dat een schorsing of intrekking van de vergunning geen enkele terugbetaling van betaalde retributies bepaald in dit besluit, tot gevolg heeft.

Als antwoord op het advies van de Raad van State wordt erop gewezen dat een schorsing of intrekking van de vergunning administratieve handelingen meebrengt voor het Instituut waarvan de kosten eveneens gedragen worden door de retributie.

Artikel 21 bepaalt het aantal exemplaren en de wijze waarop een vergunningsaanvraag aan het Instituut moet worden overgezonden. Overeenkomstig de Belgische wetgeving met betrekking tot het gebruik der talen in bestuurszaken, moeten de vergunningsaanvragen in het Nederlands of in het Frans opgesteld zijn.

Artikel 22 beschrijft inlichtingen die de vergunningsaanvraag ten minste moet bevatten.

Artikel 23 handelt over de eventuele toekenning of weigering van de vergunning door de Koning door een in de Ministerraad overlegd besluit.

Zo een vergunning wordt toegekend, wordt deze door de Minister aan de aanvrager genotificeerd.

Als antwoord op het advies van de Raad van State wordt erop gewezen dat richtlijn 97/13/EG inzake vergunningen in een mogelijkheid voorziet om de termijn in gerechtvaardigde gevallen uit te breiden tot vier maanden. Een verlenging van de termijn voor mobiele persoonlijke satellietcommunicatiediensten wordt gerechtvaardigd door het mondiale karakter van deze systemen waardoor het controleren van de coördinatie van de gebruikte frequenties nodig is. In elk geval is de termijn van drie maanden een maximumtermijn die enkel maar in gerechtvaardigde gevallen zal worden toegepast.

Artikel 24 betreft de nadere regels inzake de inwerkingtreding van dit besluit, terwijl artikel 25 betrekking heeft op de uitvoering ervan.

Aan alle opmerkingen van de Raad van State is tegemoetgekomen, met uitzondering van die welke in het verslag aan de Koning becommentarieerd zijn.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Telecommunicatie,

E. DI RUPO

## AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Télécommunications, le 3 novembre 1998, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "relatif au cahier des charges applicable à l'exploitation des services de communications personnelles mobiles par satellite", a donné le 14 décembre 1998 l'avis suivant :

## Observation générale

Interrogé sur le point de savoir si les titulaires de l'autorisation devront également demander une autorisation d'exploiter un réseau public de télécommunications, conformément à l'arrêté royal du 22 juin 1998 relatif aux conditions d'établissement et de l'exploitation de réseaux publics de télécommunications, le fonctionnaire délégué a répondu par la négative, considérant qu'un réseau mobile tel que celui mis en place par les opérateurs de services de télécommunications par satellite n'est pas un réseau public de télécommunications.

Dans l'avis rendu sur le projet de loi, devenu la loi du 19 décembre 1997 modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques afin d'adapter le cadre réglementaire aux obligations en matière de libre concurrence et d'harmonisation sur le marché des télécommunications découlant des décisions de l'Union européenne, le Conseil d'Etat observait à propos de l'article 89 :

« l'exploitation d'un service de téléphonie mobile implique nécessairement l'établissement et l'exploitation d'un réseau de télécommunications, soumis à autorisation en vertu des articles 92 et 92bis en projet. Les alinéas 3 des paragraphes 1<sup>er</sup> à 3 de la présente disposition en projet prévoient toutefois que "chaque autorisation fixe les conditions d'établissement du réseau... » . Le projet crée, dès lors, un doute sur la question de savoir si les entreprises de services de télécommunications mobiles devront également obtenir une autorisation distincte pour l'établissement et l'exploitation de leurs réseaux et payer les redevances y afférentes. Si l'intention de l'auteur du projet est une réponse négative à cette question, il convient de le préciser expressément. Dans cette hypothèse également, les conditions d'établissement et d'exploitation du réseau devront figurer non pas dans l'autorisation mais bien dans le cahier des charges. »

Il n'a toutefois pas été tenu compte de cette remarque et les travaux préparatoires n'apportent aucun éclaircissement sur ce point.

L'article 68, 5° et 19°, de la loi du 21 mars 1991 définit respectivement les concepts de réseau de télécommunications et de service de télécommunications comme suit :

« 5° Réseau de télécommunications : les systèmes de transmission et, le cas échéant, l'équipement de commutation et autres ressources permettant le transport de signaux entre des points de terminaison définis par fils, par faisceaux hertziens, par moyens optiques ou d'autres moyens électromagnétiques; ».

« 19° Service de télécommunications : service consistant, en tout ou en partie, en la transmission et l'acheminement de signaux par des réseaux de télécommunications, à l'exception de la radiodiffusion et de la télévision; ».

Ces définitions reproduisent celles de la directive 97/33/CEE du Parlement européen et du Conseil du 30 juin 1997 relative à l'interconnexion dans le secteur des télécommunications en vue d'assurer un service universel et l'interopérabilité par l'application des principes de fourniture d'un réseau ouvert (ONP).

L'article 5, paragraphe 1<sup>er</sup>, de cette directive dispose :

« 1. Lorsqu'un Etat membre établit, conformément aux dispositions du présent article, que les obligations de service universel représentent une charge inéquitable pour un organisme, il met en place un mécanisme de partage du coût net des obligations de service universel avec d'autres organismes exploitant des réseaux de télécommunications et des services de téléphonie vocale accessibles au public... » .

## ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 3 november 1998 door de Minister van Telecommunicatie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het bestek van toepassing op de exploitatie van mobiele persoonlijke satellietcommunicatiediensten", heeft op 14 december 1998 het volgende advies gegeven :

## Algemene opmerking

Op de vraag of de vergunninghouders ook een vergunning moeten aanvragen voor de exploitatie van een openbaar telecommunicatienetwerk, overeenkomstig het koninklijk besluit van 22 juni 1998 betreffende de voorwaarden inzake aanleg en exploitatie van openbare telecommunicatienetwerken, heeft de gemachtigde ambtenaar ontkenkend geantwoord, waarbij hij ervan is uitgegaan dat een mobiel netwerk zoals dat wat opgericht wordt door de operatoren van satellietcommunicatiediensten geen openbaar telecommunicatienetwerk is.

In het advies dat is uitgebracht over het wetsontwerp dat de wet van 19 december 1997 is geworden tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven teneinde het reglementaire kader aan te passen aan de verplichtingen die inzake vrije mededinging en harmonisatie op de markt voor telecommunicatie, voortvloeien uit de van kracht zijnde beslissingen van de Europese unie, heeft de Raad van State het volgende opgemerkt met betrekking tot artikel 89 :

« de exploitatie van een mobiele telefoondienst, ten slotte, onderstelt de aanleg en de exploitatie van een telecommunicatienetwerk, waarvoor krachtens de ontworpen artikelen 92 en 92bis een vergunning is vereist. In het derde lid van de paragrafen 1 tot 3 van de onderhavige ontworpen bepaling, wordt telkens gesteld dat "elke vergunning (...) de voorwaarden (vastlegt) voor de aanleg van het net... » . Het ontwerp doet dus twijfel rijzen omtrent de vraag of de ondernemingen voor mobiele telecommunicatiediensten ook een afzonderlijke vergunning moeten krijgen voor de aanleg en de exploitatie van hun netwerken en de bijbehorende rechten moeten betalen. Indien dat niet de bedoeling is van de steller van het ontwerp, moet dat uitdrukkelijk worden vermeld. In dat geval moeten de voorwaarden voor de aanleg en de exploitatie van het netwerk niet in de vergunning, maar in het bestek worden genoemd. » .

Er is echter geen rekening gehouden met deze opmerking en in de parlementaire voorbereiding staat nergens waarom.

Artikel 68, 5° en 19°, van de wet van 21 maart 1991 stelt respectievelijk de begrippen telecommunicatienetwerk en telecommunicatiedienst vast als volgt :

« 5° Telecommunicatienetwerk : de transmissiesystemen en, voor zover van toepassing, schakelapparatuur en andere hulpmiddelen die het mogelijk maken signalen tussen welbepaalde aansluitpunten via draadverbindingen, radiogolven, optische of andere elektromagnetische middelen over te brengen; ».

« 19° Telecommunicatiedienst : dienst die geheel of gedeeltelijk in de transmissie en routing van signalen over telecommunicatienetwerken bestaat, met uitzondering van radio- en televisie-omroepdiensten; ».

Deze definities zijn dezelfde als die welke gegeven worden in richtlijn 97/33/EEG van het Europees Parlement en de Raad van 30 juni 1997 inzake interconnectie op telecommunicatiegebied, wat betreft de waarborging van de universele dienst en van de interoperabiliteit door toepassing van de beginselen van Open Network Provision (ONP).

Artikel 5, lid 1, van deze richtlijn bepaalt het volgende :

« 1. Wanneer een lidstaat overeenkomstig de bepalingen van dit artikel vaststelt dat de verplichting tot universele dienstverstrekking voor een organisatie een onbillijke last meebrengt, stelt hij een mechanisme in voor het delen van de nettokosten van de verplichting tot universele dienstverstrekking met andere organisaties die openbare telecommunicatienetwerken en/of algemene beschikbare spraaktelefoondiensten exploiteren.... » .

Transposant cette disposition, l'article 86, § 2, de la loi du 21 mars 1991 prévoit que :

« Sont tenues de contribuer au fonds [pour le service universel des télécommunications]...

1° les personnes exploitant un réseau public de télécommunications ou

2° les personnes fournissant un service de téléphonie vocale;

... ».

Lorsque cette disposition alors en projet a été soumise à la Commission des Communautés européennes pour avis, celle-ci avait observé :

« ... il n'est pas clair si l'article 86, § 2, 1°, inclut les opérateurs mobiles. » (1)

En guise de réponse, le Gouvernement indiquait dans l'exposé des motifs du projet :

« Sur l'identité des contributeurs, la Belgique estime que les opérateurs mobiles sont tenus de participer au financement du service universel en leur qualité de fournisseur de réseau public de télécommunications. Cette participation est tout à fait conforme à la directive 97/33/CE (article 3). » (2)

Il résulte de cette réponse que l'intention du législateur a bien été de considérer qu'un réseau de téléphonie mobile, qu'il fasse ou non l'usage de satellites, est un créneau de télécommunications, au sens de l'article 68, 5°, de la loi précitée. Un tel réseau est donc en principe soumis aux conditions de l'arrêté royal du 22 juin 1998 relatif aux conditions d'établissement et de l'exploitation de réseaux publics de télécommunications, puisque ce dernier ne fait pas de distinction entre les réseaux.

Dans la mesure où le projet fixe des conditions à l'établissement du réseau, il puise également son fondement légal dans l'article 92*bis*.

Si l'intention de l'auteur du projet est de ne soumettre l'établissement des réseaux de télécommunications mobiles par satellites qu'aux seules conditions du présent projet, il doit le prévoir expressément et adapter en conséquence l'arrêté royal du 22 juin 1998 précité.

#### Observations particulières

##### Préambule

Alinéas 1<sup>er</sup> à 3

Il convient de citer l'article, ou les articles, de chacune des directives visées qui est, ou qui sont, transposés par l'arrêté en projet (3).

Alinéa 4

Les articles 7 et 13 de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications ne constituent pas un fondement juridique à l'arrêté en projet. En effet, l'arrêté en projet ne comporte ni règle relative à l'agrément des appareils émetteurs ou émetteurs-récepteurs de radiocommunication, ni règle relative à l'interdiction de la détention ou de l'usage d'appareils émetteurs ou émetteurs-récepteurs de radiocommunication. Il convient, dès lors, d'omettre cet alinéa. On notera, par ailleurs, que l'article 7 précité a, du reste, été remplacé par la loi du 6 mai 1998.

Alinéa 5

On rédigera cet alinéa comme suit :

« Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment l'article 89, § 1<sup>er</sup> et § 2, remplacé par la loi du 19 décembre 1997, l'article 9°*bis*, inséré par l'arrêté royal du 28 octobre 1996 et remplacé par la loi du 19 décembre 1997, et l'article 92*ter*, inséré par la loi du 19 décembre 1997; ».

Alinéa 6

Comme l'arrêté royal du 15 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées ne constitue pas un fondement juridique à l'arrêté en projet, il y a lieu d'omettre cet alinéa.

Alinéa 7

L'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications ne figure pas dans les pièces. Aussi le présent avis est-il donné sous réserve de l'accomplissement de cette formalité.

Artikel 86, § 2, van de wet van 21 maart 1991, zet deze bepaling om als volgt :

« Zijn verplicht bij te dragen in het fonds [voor de universele dienstverlening inzake telecommunicatie]... de personen die :

1° een openbaar telecommunicatienet exploiteren of

2° een spraaktelefoon dienst leveren;

... ».

Toen deze bepaling destijds in de ontwerpfase voor advies aan de Commissie van de Europese Gemeenschappen is voorgelegd, heeft deze het volgende opgemerkt :

« ... het (is) niet duidelijk of artikel 86, § 2, 1°, de mobiele operatoren omvat; » (1).

Als antwoord daarop heeft de Regering in de memorie van toelichting het volgende gezegd :

« Inzake de identiteit van de bijdragers is België van oordeel dat de mobiele operatoren verplicht zijn om bij te dragen in de financiering van de universele dienstverlening in hun hoedanigheid van leverancier van een openbaar telecommunicatienet. Die deelname is volkomen in overeenstemming met richtlijn 97/33/EG (artikel 3). » (2).

Uit dat antwoord blijkt dat het wel degelijk de bedoeling was van de wetgever ervan uit te gaan dat een mobiel telefoonnetwerk, of daarbij nu gebruik wordt gemaakt van satellieten of niet, een "telecommunicatienetwerk" is in de zin van artikel 68, 5°, van de genoemde wet. De voorwaarden van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 betreffende de voorwaarden inzake aanleg en exploitatie van openbare telecommunicatienetwerken gelden bijgevolg ook voor zulk een netwerk, aangezien dit koninklijk besluit geen onderscheid maakt tussen de netwerken.

Voor zover het ontwerp voorwaarden vaststelt voor de aanleg van een netwerk, put het ook zijn rechtsgrond uit artikel 92*bis*.

Indien het de bedoeling is van de steller van het ontwerp dat, om mobiele satellietcommunicatienetwerken aan te leggen, alleen aan de voorwaarden van het voorliggende ontwerp moet worden voldaan, dan moet hij dit uitdrukkelijk bepalen en het genoemde koninklijk besluit van 22 juni 1998 dienovereenkomstig aanpassen.

#### Bijzondere opmerkingen

##### Aanhef

Eerste tot derde lid.

Van elke genoemde richtlijn dienen de artikelen te worden aangegeven die bij het ontworpen besluit worden omgezet (3).

Vierde lid.

De artikelen 7 en 13 van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberechtiging leveren geen rechtsgrond op voor het ontworpen besluit. Het ontworpen besluit bevat immers geen voorschrift met betrekking tot de erkenning van zendtoestellen of zend-ontvangtoestellen voor radioverbinding, noch een voorschrift met betrekking tot het verbod om zend- of ontvangtoestellen voor radioverbinding te houden of te gebruiken. Dit lid dient bijgevolg te vervallen. Op te merken valt trouwens dat het genoemde artikel 7 vervangen is bij de wet van 6 mei 1998.

Vijfde lid.

Dit lid moet als volgt worden gesteld :

« Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op artikel 89, § 1 en § 2, vervangen bij de wet van 19 december 1997, op artikel 92*bis*, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 28 oktober 1996 en vervangen bij de wet van 19 december 1997, en op artikel 92*ter*, ingevoegd bij de wet van 19 december 1997; ».

Zesde lid.

Aangezien het koninklijk besluit van 15 oktober 1979 betreffende de private radioverbindingen geen rechtsgrond oplevert voor het ontworpen besluit, moet dit lid vervallen.

Zevende lid.

Het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie zit niet bij de stukken. Dit advies wordt dan ook gegeven onder voorbehoud dat dit vormvoorschrift wordt nagekomen.

## Alinéa 9

Il convient de corriger cet alinéa afin d'y mentionner la date à laquelle le Ministre du Budget a donné son accord, soit celle du 10 septembre 1998.

## Alinéa 10

L'article 3, alinéa 5, de la directive 90/388/CEE de la Commission, du 28 juin 1990, relative à la concurrence dans les marchés des services de télécommunications, prévoit que la Commission vérifie la compatibilité des procédures envisagées d'octroi de licences avant qu'elles ne soient mises en oeuvre. Cet article ne s'applique cependant qu'aux "licences relatives à la fourniture de services de téléphonie vocale et de réseaux publics de télécommunications".

Comme le texte en projet concerne la fourniture de services de téléphonie mobile, et non celle de services de téléphonie vocale, il ne doit pas à ce titre être soumis à l'avis préalable de la commission.

La question se pose cependant de savoir si les télécommunications mobiles par satellites, ne doivent pas être soumises à cette formalité en tant qu'elles forment un "réseau public de télécommunication" au sens de cette directive.

Compte tenu de l'observation générale, la réponse paraît bien être affirmative.

Selon les explications fournies, il semblerait cependant que la Commission elle-même considère que les projets dont il est question à l'article 3, alinéa 5, précisés ne doivent plus lui être communiqués avant leur mise en oeuvre, et ce depuis la libéralisation des marchés de télécommunications (4).

## Alinéa 11

En cas de demande d'avis dans le délai d'un mois, il convient de faire figurer les deux alinéas qui suivent dans le préambule (5) :

« Vu la délibération du Conseil des ministres du... [mentionner la date] sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 14 décembre 1998, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;».

## Dispositif

Article 1<sup>er</sup>

1. Au 8°, la définition de la "station terrienne de satellite" est différente de celle qui figure à l'article 1<sup>er</sup>, 3°, de l'arrêté royal du 16 avril 1998 relatif aux stations terriennes de satellites. Cet arrêté définit, en effet, la station terrienne de satellites comme "tout équipement pouvant servir pour l'émission, pour l'émission et la réception ou uniquement la réception de signaux radioélectriques au moyen de satellites ou d'autres systèmes spatiaux, excepté les antennes pouvant uniquement capter des signaux de télévision destinés au grand public". Par souci de cohérence, il conviendrait d'utiliser les mêmes termes pour définir le même concept.

2. Il serait préférable de faire figurer la définition de l'"autorisation" qui figure au 19° dans l'article 2, sans les mots "conformément au présent arrêté" et suivie des mots "ci-après dénommée l'autorisation". Comme la délivrance de celle-ci constitue l'un des aspects les plus fondamentaux de l'arrêté en projet, il n'est pas recommandé de la définir, dans l'article 1<sup>er</sup>, parmi plus de vingt autres définitions.

3. La définition de l'"opérateur d'interconnexion", qui figure au 22°, et celle d'opérateur de lignes louées", qui figure au 23°, trouveraient mieux leur place immédiatement après la définition de l'opérateur mobile", qui figure au 14°.

4. Enfin, au regard de la définition qui figure au 10°, l'utilité de celle qui figure au 24° est obscure.

## Article 3

1. Dans le paragraphe 1er, la question se pose de savoir si, en pratique, le délai d'un mois pourra dans tous les cas être respecté par les titulaires des autorisations. La structure et le contrôle du capital de ces derniers dépendent, en effet, notamment d'événements dont ils n'ont pas la maîtrise.

## Negende lid.

In dit lid behoort de datum te worden vermeld waarop de Minister van Begroting zich met het ontwerp akkoord heeft verklaard, namelijk 10 september 1998.

## Tiende lid.

Artikel 3, vijfde alinea, van richtlijn 90/388/EEG van de Commissie van 28 juni 1990 betreffende de mededinging op de markten voor telecommunicatiediensten bepaalt dat de Commissie nagaat of de beoogde vergunningsprocedures met het Verdrag verenigbaar zijn, voordat ze worden toegepast. Dit artikel is echter alleen van toepassing op de "vergunningen voor de beschikbaarstelling van spraaktelefonie en van openbare telecommunicatienetten".

Aangezien de ontworpen regeling betrekking heeft op de beschikbaarstelling van mobiele telefoniediensten, en niet van spraaktelefoniediensten, hoeft het niet als dusdanig voor voorafgaand advies aan de commissie te worden voorgelegd.

De vraag rijst echter of dat vormvoorschrift niet moet gelden voor de mobiele satellietcommunicatie, voor zover het hier gaat om een "openbaar telecommunicatienet" in de zin van de genoemde richtlijn.

Rekening houdend met de algemene opmerking, lijkt dit inderdaad zo te zijn.

Volgens de verstrekte uitleg lijkt de Commissie er echter zelf van uit te gaan dat de ontwerpen waarvan sprake in het genoemde artikel 3, vijfde alinea, haar niet meer overgezonden moeten worden voordat ze ten uitvoer worden gelegd, en dit sedert de liberalisering van de telecommunicatiemarkt (4).

## Elfde lid.

Wanneer wordt gevraagd dat het advies binnen een termijn van een maand wordt gegeven, behoren de twee volgende leden in de aanhef te worden opgenomen (5) :

« Gelet op het besluit van de Ministerraad van... [datum] over het verzoek om advies door de Raad van State binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 14 december 1998, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State; ».

## Dispositief

## Artikel 1

1. In 8° verschilt de definitie van "satellietgrondstation" van de definitie die in artikel 1, 3°, van het koninklijk besluit van 16 april 1998 betreffende de satellietgrondstations staat. Dat besluit definieert een satellietgrondstation immers als "apparatuur die kan worden gebruikt voor transmissie of voor transmissie en ontvangst, of uitsluitend voor ontvangst van radiocommunicatiesignalen door middel van satellieten of andere systemen in de ruimte, uitgezonderd antennes die louter voor het grote publiek bestemde televisiesignalen kunnen ontvangen". Ter wille van de samenhang behoren dezelfde bewoordingen te worden gebruikt om hetzelfde begrip te definiëren.

2. Het zou verkieslijk zijn de definitie van "vergunning" die in 19° staat, in artikel 2 op te nemen, met weglating van de woorden "overeenkomstig dit besluit" en gevolgd door de woorden "hierna de vergunning genoemd". Aangezien de afgifte van die vergunning één van de belangrijkste aspecten is van het ontworpen besluit, is het niet raadzaam de definitie ervan in artikel 1 op te nemen, tussen meer dan twintig andere definities.

3. Het zou beter zijn de definitie van "interconnectieoperator", die in 22° staat, en die van "huurlijnenoperator", die in 23° staat, meteen te laten volgen op de definitie van "mobiele operator", die in 14° staat.

4. Ten slotte is het niet duidelijk wat de zin is van de definitie in 24°, in het licht van de definitie in 10°.

## Artikel 3

1. Met betrekking tot paragraaf 1 rijst de vraag of de termijn van een maand in de praktijk altijd door de vergunninghouders geëerbiedigd kan worden. De structuur en de controle van het kapitaal van laatstgenoemden hangen immers onder meer af van gebeurtenissen die zij niet in de hand hebben.

2. Dans le paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, il convient d'écrire "à compter de sa date de délivrance", au lieu de "à compter de la date de délivrance de cette autorisation".

A l'alinéa 2 du même paragraphe, il y a lieu d'écrire "est" au lieu de "peut être".

Dans son avis L. 27.309/4, donné le 11 mars 1998 sur un projet, devenu l'arrêté royal du 22 juin 1998 fixant le cahier des charges pour le service de téléphonie vocale et la procédure relative à l'attribution des licences individuelles, la section de législation du Conseil d'Etat avait notamment observé ce qui suit à propos de l'article 19 :

« Compte tenu de l'article 9, paragraphe 3, de la directive 97/13/CE précitée, en vertu duquel toute personne répondant aux conditions du cahier des charges est en droit d'obtenir une licence, le mot "notamment" figurant à l'alinéa 3 doit être omis.

Le refus de reconduire une licence est une mesure lourde de conséquences pour l'intéressé, de telle sorte qu'il convient à tout le moins de lui permettre d'exposer son point de vue.

Contre cette décision, des recours sont ouverts auprès du Conseil d'Etat. » .

Cette observation, dont l'arrêté royal du 22 juin 1998 tient compte, est transposable en l'espèce, en ce qui concerne le mot 'notamment' qui figure dans le paragraphe 2, alinéa 4.

#### Article 4

1. Il découle du paragraphe 1er, de manière implicite, qu'un "service de renseignements" et un "service d'assistance", doivent être offerts aux utilisateurs. Il convient de formuler cette obligation de manière explicite, dans une disposition séparée, ainsi que d'y définir la teneur de ces deux services.

2. Au paragraphe 2, il y a lieu de corriger l'erreur matérielle en écrivant "transparentes" au lieu de "transparantes".

3. Au paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, point 3, il convient d'écrire par souci de précision "107, § 3, alinéa 3" au lieu de "107, § 3".

Dans le même paragraphe, à l'alinéa 2, il est renvoyé au "recours" prévu à l'article 19. L'article 19, § 4, alinéa 3, de l'arrêté en projet prévoit que le titulaire de l'autorisation "informe ses abonnés des possibilités de recours auprès du service de médiation". L'article 19, § 4, alinéa 4, fait, quant à lui, référence à un "protocole" conclu entre le "titulaire de l'autorisation" et le service de médiation pour les télécommunications, protocole destiné à déterminer "les modalités de traitement des plaintes". L'article 19 de l'arrêté en projet n'organise, dès lors, pas véritablement de recours. Il serait donc préférable de rédiger cet alinéa comme suit :

« En cas de refus d'accès au service ou de suspension de cet accès, l'utilisateur peut introduire une plainte auprès du service visé à l'article 19, § 3. » .

#### Article 5

L'assignation de fréquences radioélectriques fait l'objet de l'arrêté royal du 15 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées, qui prévoit que les fréquences sont assignées, modifiées et retirées par l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.

Il n'apparaît pas clairement si l'assignation de fréquences prévues par le présent projet entend déroger à cet arrêté royal.

Il serait plus cohérent d'articuler l'attribution de fréquences aux titulaires des autorisations prévues par le présent projet dans le cadre de l'arrêté royal du 15 octobre 1979.

En tout état de cause, les mots "accords internationaux conclus par l'Institut, en particulier ceux en matière de coordination transfrontalière des fréquences, et des contraintes imposées par les autorités nationales" sont à omettre.

Cette disposition doit être fondamentalement revue.

#### Article 6

1. Il semble résulter du rapport au Roi que les obligations prévues aux paragraphes 3 à 5 ne s'imposeraient au titulaire de l'autorisation que dans l'hypothèse où un autre titulaire serait dans l'impossibilité d'installer une station terrestre fixe de satellite dans la même zone.

Cette intention ne ressort pas clairement du texte du projet.

Le paragraphe 2 en particulier sera revu pour tenir compte de cette observation.

2. In paragraaf 2, eerste lid, schrijf men "vanaf de datum waarop ze is afgegeven", in plaats van "te rekenen vanaf de datum waarop die vergunning is uitgereikt".

In het tweede lid van dezelfde paragraaf schrijf men "wordt" in plaats van "kan worden".

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft in haar advies L. 27.309/4, dat ze op 11 maart 1998 heeft uitgebracht over een ontwerp dat het koninklijk besluit van 22 juni 1998 tot vaststelling van het bestek van toepassing op de spraaktelefoonendienst en de procedure inzake de toekenning van individuele vergunningen is geworden, onder meer het volgende opgemerkt met betrekking tot artikel 19 :

« Gelet op artikel 9, lid 3, van de voormelde richtlijn 97/13/EG, krachtens hetwelk eenieder die aan de voorwaarden van het bestek voldoet, het recht (heeft) om een vergunning te ontvangen, behoren de woorden "met name" in het derde lid te vervallen.

De weigering om de vergunning te verlengen, is een besluit met vergaande gevolgen voor de betrokkene, zodat hij op zijn minst in de gelegenheid moet worden gesteld om zijn oordeel te geven.

Tegen die beslissing kan bij de Raad van State beroep worden ingesteld. ».

Deze opmerking, waarmee in het koninklijk besluit van 22 juni 1998 rekening is gehouden, is ook in het onderhavige geval van toepassing wat betreft de woorden "met name" in paragraaf 2, vierde lid.

#### Artikel 4

1. Uit paragraaf 1 vloeit impliciet voort dat een "dienst inlichtingen" en een "nooddienst" aan de gebruikers moeten worden aangeboden. Die verplichting behoort uitdrukkelijk in een afzonderlijke bepaling te worden vermeld, waarin die beide diensten ook duidelijk omschreven moeten worden.

2. In paragraaf 2 schrijf men in de Franse tekst "transparentes" in plaats van "transparants".

3. In paragraaf 3, eerste lid, punt 3, schrijf men ter wille van de nauwkeurigheid "107, § 3, derde lid," in plaats van "107, § 3".

In dezelfde paragraaf, tweede lid, wordt verwezen naar het "beroep" waarin artikel 19 voorziet. Artikel 19, § 4, derde lid, van het ontworpen besluit bepaalt dat de vergunninghouder "zijn abonnees (inlicht) over de mogelijkheden om een beroep te doen op de ombudsdienst". Artikel 19, § 4, vierde lid, verwijst dan weer naar een "protocol" gesloten tussen de "vergunninghouder" en de ombudsdienst voor telecommunicatie, welk protocol bedoeld is om "de nadere regels voor de behandeling van klachten" vast te stellen. Artikel 19 van het ontworpen besluit voorziet derhalve niet echt in de mogelijkheid om beroep in te stellen. Het zou dan ook beter zijn dit lid als volgt te stellen :

« Indien de toegang tot de dienst wordt geweigerd of geschorst, kan de gebruiker een klacht indienen bij de in artikel 19, § 3, bedoelde dienst. ».

#### Artikel 5

De toewijzing van radiofrequenties is het onderwerp van het koninklijk besluit van 15 oktober 1979 betreffende de private radioverbindingen, luidens hetwelk de frequenties toegewezen, vervangen en teruggenomen worden door het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie.

Het is niet duidelijk of het de bedoeling is om met de toewijzing van frequenties waarin het ontwerp voorziet, af te wijken van dat koninklijk besluit.

Ter wille van de samenhang zou het beter zijn de toewijzing aan de vergunninghouders van de frequenties waarin het voorliggende ontwerp voorziet af te stemmen op het koninklijk besluit van 15 oktober 1979.

In ieder geval moeten de woorden "internationale, door het Instituut afgesloten akkoorden, in het bijzonder deze met betrekking tot grensoverschrijdende frequentiecoördinatie, en beperkingen opgelegd door de nationale overheden" vervallen.

Deze bepaling moet grondig worden herzien.

#### Artikel 6

1. Uit het verslag aan de Koning lijkt voort te vloeien dat de verplichtingen vervat in de paragrafen 3 tot 5 voor de vergunninghouder alleen gelden indien een andere vergunninghouder in de onmogelijkheid verkeert om in hetzelfde gebied een vast satellietgrondstation te vestigen.

Die bedoeling blijkt niet duidelijk uit de tekst van het ontwerp.

Vooraf paragraaf 2 dient te worden herzien teneinde met deze opmerking rekening te houden.

Par ailleurs, on peut se demander si cette obligation ne devrait pas être étendue en faveur d'opérateurs, autorisés en vertu d'autres réglementations que le présent projet, à établir des réseaux de télécommunications ou prester des services de télécommunications.

2. Au paragraphe 3, il convient d'écrire "Dans le cas où un site est exploité par le titulaire d'une autorisation qui n'en est pas le propriétaire" au lieu de "Dans le cas d'un site qui n'est pas la propriété du titulaire de l'autorisation exploitant ce site".

De manière générale, les paragraphes 3 et 4 sont rédigés de manière fort confuse. Il est suggéré de les réécrire dans un souci de clarté et de simplicité.

3. Le paragraphe 5 sera omis. Le projet, qui définit les conditions de l'autorisation d'exploiter un service de télécommunications, conditions dont le non-respect est sanctionné par le retrait de l'autorisation, ne peut pas avoir pour objet d'imposer des obligations à des tiers (6).

4. Le paragraphe 6 doit également être omis, car superflu. L'article 79ter de la loi du 21 mars 1991 dispose en effet que les litiges en matière d'utilisation partagée sont soumis, à la demande de l'une ou de l'autre des parties, à la Chambre pour l'interconnexion, l'accès spécial et les utilisations partagées.

La même observation vaut pour l'article 8, § 3.

#### Article 7

Cet article est à omettre, car superflu. Des règles dérogatoires au régime commun de la responsabilité ne pourraient, par ailleurs, valablement être établies que par la loi.

#### Article 8

1. Dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, 1°, il convient de remplacer les mots "le titulaire de l'autorisation" par le mot "il".

Dans le même paragraphe, il conviendrait par ailleurs de rédiger le 2° sans introduire de rupture dans l'énumération par une nouvelle phrase.

2. Dans le paragraphe 2, il convient d'omettre les mots "à propos" et d'écrire dans le texte néerlandais "de commerciële voorwaarden van toegang vanaf..." » .

#### Article 9

Cet article est à omettre car superflu. En effet, il n'ajoute rien à l'article 107 de la loi du 21 mars 1991 précitée.

#### Article 10

1. Au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3, il convient d'écrire "a conclu un contrat" au lieu de "passe contract".

2. Au paragraphe 2, on écrira "dans le mois suivant son entrée en vigueur" au lieu de "dans le mois suivant l'entrée en vigueur de l'adaptation en question".

3. Au paragraphe 3, il serait plus élégant de remplacer la seconde phrase par la suivante : "Lors de chaque mise à jour de celle-ci, un exemplaire est transmis à l'Institut. ».

#### Section VII. — Droits

Il convient d'intituler cette section "Redevances". Elle trouverait, par ailleurs, mieux sa place dans le chapitre II, consacré à la procédure d'octroi des autorisations. Les redevances à payer ne constituent, en effet, pas véritablement un aspect du cahier des charges pour l'exploitation de services de communications personnelles mobiles par satellite, qui fait l'objet du chapitre premier.

#### Article 11

Il convient d'écrire "francs" au lieu de "francs belges". La même observation vaut pour les autres endroits de l'arrêté en projet où il est question de "francs belges".

#### Article 12

1. Au paragraphe 2, la deuxième phrase gagnerait à être déplacée et incluse dans le paragraphe 1<sup>er</sup> dont elle constituerait la seconde phrase, ceci moyennant les adaptations requises.

Par ailleurs, il faudrait insérer le mot "entiers" entre le mot "mois" et le mot "restants".

2. Au paragraphe 3, dernière phrase, il conviendrait d'omettre le mot "civils".

Voorts rijst de vraag of die verplichting niet moet worden uitgebreid tot operatoren die krachtens andere regelingen dan het onderhavige ontwerp gemachtigd zijn om telecommunicatienetwerken op te zetten of om telecommunicatiediensten te verlenen.

2. In paragraaf 3 behoort te worden geschreven "Indien een terrein wordt geëxploiteerd door een vergunninghouder die daar niet de eigenaar van is" in plaats van "Indien een site niet het eigendom is van de vergunninghouder die deze site uitbaat".

Algemeen gesproken zijn paragraaf 3 en paragraaf 4 zeer verward gesteld. Er wordt voorgesteld die paragrafen te herschrijven met het oog op de duidelijkheid en de eenvoud.

3. Paragraaf 5 behoort te vervallen. Doordat het ontwerp bepaalt welke voorwaarden de vergunning om een telecommunicatiedienst te exploiteren behoort te bevatten, welke voorwaarden in acht genomen moeten worden op straffe van intrekking van de vergunning, mogen bij het ontwerp geen verplichtingen worden opgelegd aan derden (6).

4. Ook paragraaf 6 dient, als overbodig, te vervallen. Artikel 79ter van de wet van 21 maart 1991 bepaalt immers dat de geschillen inzake gedeeld gebruik op verzoek van een der partijen aanhangig wordt gemaakt bij de Kamer voor Interconnectie, bijzondere toegang en gedeeld gebruik.

Deze opmerking geldt ook voor artikel 8, § 3.

#### Artikel 7

Dit artikel behoort als overbodig te vervallen. Overigens zouden regels die afwijken van de gemeenrechtelijke regeling inzake verantwoordelijkheid alleen bij de wet geldig kunnen worden vastgesteld.

#### Artikel 8

1. In paragraaf 1, 1°, dienen de woorden "de vergunninghoudern te worden vervangen door het woord "hij".

In dezelfde paragraaf zou onderdeel 2° overigens aldus moeten worden gesteld dat de opsomming niet onderbroken wordt door een nieuwe zin.

2. In paragraaf 2 schrijve men "de commerciële voorwaarden van toegang vanaf..." » en dienen in de Franse tekst de woorden "à propos" te vervallen.

#### Artikel 9

Dit artikel behoort als overbodig te vervallen. In dat artikel worden immers alleen de bepalingen van artikel 107 van de voormelde wet van 21 maart 1991 herhaald.

#### Artikel 10

1. In paragraaf 1, derde lid, schrijve men "een contract heeft gesloten" in plaats van "contracten heeft afgesloten".

2. In paragraaf 2 behoort te worden geschreven "meegedeeld tijdens de maand na de inwerkingtreding ervan" in plaats van "meegedeeld binnen de maand volgend op het in voege treden van de betrokken aanpassing".

3. In paragraaf 3 dient de tweede zin te worden vervangen als volgt : « bij elke bijwerking van die brochure wordt een exemplaar ervan aan het Instituut overgezonden. ».

#### Afdeling VII. — Rechten

Deze afdeling zou als opschrift "Retributies" moeten krijgen. Ze hoort overigens veeleer thuis in hoofdstuk II, dat gewijd is aan de procedure tot toekenning van vergunningen. De te betalen retributies vormen immers niet echt een aspect van het bestek voor de exploitatie van mobiele persoonlijke satellietcommunicatiediensten, waaraan hoofdstuk I gewijd is.

#### Artikel 11

Men schrijve "frank" in plaats van "Belgische frank". Deze opmerking geldt ook voor de andere plaatsen in het ontworpen besluit waar met de term "Belgische frank" wordt gewerkt.

#### Artikel 12

1. De tweede zin van paragraaf 2 zou uit die paragraaf moeten worden gelicht en zou moeten worden opgenomen in paragraaf 1 waarvan hij, met de nodige aanpassingen, de tweede zin zou worden.

Voorts zou het woord "volledige" moeten worden ingevoegd tussen het woord "resterende" en het woord "maanden".

2. In paragraaf 3, laatste zin, schrijve men "dagen" in plaats van "kalenderdagen".

## Article 14

Compte tenu de la nature de la redevance, on peut se demander s'il ne serait pas préférable de prévoir que, dans l'hypothèse envisagée d'une suspension ou d'un retrait de l'autorisation, la redevance annuelle est réduite proportionnellement à la durée de l'année pendant laquelle l'autorisation est suspendue ou retirée.

## Article 15

La section de législation n'aperçoit pas quel est le fondement légal de la disposition examinée.

## Article 16

1. A l'alinéa 1<sup>er</sup>, il convient d'écrire "contribue financièrement" au lieu de "doit contribuer financièrement", ainsi que d'omettre les mots "conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur" qui sont superflus.

2. A l'alinéa 2, on écrira "fonds précité" au lieu de "fonds pour le service universel des télécommunications".

## Article 17

1. Au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, on remplacera les mots "Le titulaire de l'autorisation" par le pronom "Il".

2. Au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, il convient d'écrire "Le titulaire de l'autorisation" au lieu de "Le titulaire d'autorisation".

A l'alinéa 2 du même paragraphe, on écrira "ainsi que des moyens d'y remédier et de leur coût" au lieu de "ainsi que de tout moyen éventuel d'y remédier et du coût que cela implique".

3. Au paragraphe 3, il convient d'omettre les mots "de communication par satellite" qui sont superflus.

4. Au paragraphe 4, il y a lieu d'omettre les mots "dans le cadre de leur contrat de travail". Des règles complémentaires à la législation relative aux contrats de travail ne peuvent, en effet, valablement être établies que par la loi.

5. Il convient d'omettre le paragraphe 5, car il n'ajoute rien aux "dispositions légales et réglementaires en vigueur".

## Article 18

Le paragraphe 1<sup>er</sup>, 1° à 4°, et les paragraphes 2 et 3 reproduisent imparfaitement, en ce qui concerne le texte français (7), l'article 8 de la directive 97/66 du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 1997 concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des télécommunications.

Le paragraphe 2 est superflu (8).

Il est proposé de rédiger cet article comme suit :

« Art. 18. § 1<sup>er</sup>. En ce qui concerne l'indication de l'identification de lignes appelante et connectée, le titulaire de l'autorisation respecte les principes définis aux §§ 2 et 3.

§ 2. Dans les cas où l'identification... (la suite comme dans le projet sous paragraphe 1<sup>er</sup>, 1° à 4°, mais sans numérotation (9)).

§ 3. Le titulaire de l'autorisation informe ses abonnés des services d'indication de l'identification des lignes appelante et connectée qu'il offre, ainsi que des possibilités prévues au § 2. ».

## Article 19

Le paragraphe 4 impose au titulaire de l'autorisation l'obligation de conclure un protocole avec le service de médiation, comprenant "notamment la convention d'arbitrage dont (il est) question à l'article 43bis, § 3, 4., de la loi".

Ainsi que le Conseil d'Etat l'a déjà observé (10) :

« ... il résulte clairement tant de l'article 43bis précité que des dispositions constitutionnelles qui confient aux cours et tribunaux les litiges portant sur des droits civils (article 144) et qui prévoient que "nul ne peut être distrait contre son gré du juge que la loi lui assigne" (article 13), que le recours à l'arbitrage du service de médiation implique le libre consentement de toutes les parties au litige. Le consentement de l'entreprise qui fournit un service de télécommunications ne peut dès lors lui être imposé comme condition de fourniture de ce service. ».

## Article 20

Au paragraphe 2, les mots "et définitivement", dont la portée est obscure en l'espèce, semblent pouvoir être omis.

## Artikel 14

Gelet op de aard van de retributie rijst de vraag of het niet beter zou zijn te bepalen dat in het bestudeerde geval van een schorsing of intrekking van de vergunning, de jaarlijkse retributie verminderd wordt in verhouding tot de periode van het jaar waarin de vergunning geschorst of ingetrokken is.

## Artikel 15

Het is de afdeling wetgeving niet duidelijk wat de rechtsgrond van de onderzochte bepaling is.

## Artikel 16

1. In het eerste lid behoort te worden geschreven "draagt financieel bij" in plaats van "moet financieel bijdragen". Bovendien behoren de woorden "overeenkomstig de van kracht zijnde wettelijke en reglementaire bepalingen" als overbodig te vervallen.

2. In het tweede lid schrijve men "voormelde fonds" in plaats van "fonds voor de universele dienstverlening inzake telecommunicatie".

## Artikel 17

1. In paragraaf 1, tweede lid, dienen de woorden "De vergunninghouder" te worden vervangen door het voornaamwoord "Hij".

2. In de Franse tekst van paragraaf 2, eerste lid, behoort te worden geschreven "Le titulaire de l'autorisation" in plaats van "Le titulaire d'autorisation".

In het tweede lid van dezelfde paragraaf behoort te worden geschreven "alsook over de middelen om dat risico tegen te gaan, met inbegrip van de kosten ervan" in plaats van "evenals over de eventuele middelen om dat risico tegen te gaan met inbegrip van de daaraan verbonden kosten".

3. In paragraaf 3, in fine, schrijve men "mobiel eindapparaat" in plaats van "mobiel satelliet eindapparaat".

4. In paragraaf 4 dienen de woorden "in het kader van hun arbeidsovereenkomst" te vervallen. Regels tot aanvulling van de wetgeving betreffende de arbeidsovereenkomsten kunnen immers alleen bij de wet rechtsgeldig worden vastgesteld.

5. Paragraaf 5 behoort te vervallen, aangezien hij geen bepalingen bevat die nog niet in "de van kracht zijnde wettelijke en reglementaire bepalingen" voorkomen.

## Artikel 18

Wat de Franse tekst betreft, vormen paragraaf 1, 1° tot 4°, en de paragrafen 2 en 3 een onvolmaakte weergave van artikel 8 van richtlijn 97/66 van het Europees Parlement en de Raad van 15 december 1997 betreffende de verwerking van persoonsgegevens en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in de telecommunicatiesector (7).

Paragraaf 2 is overbodig (8).

Er wordt voorgesteld dit artikel als volgt te redigeren :

« Art. 18. § 1. Wat betreft de presentatie van de identificatie van het oproepende en het opgeroepen nummer, komt de vergunninghouder de beginselen bepaald in de paragrafen 2 en 3 na.

§ 2. Wanneer presentatie van de identificatie... (voorts als in het ontwerp onder paragraaf 1, 1° tot 4°, maar zonder nummering (9)).

§ 3. De vergunninghouder licht zijn abonnees in over de diensten van presentatie van de identificatie van het oproepende of opgeroepen nummer die hij aanbiedt, alsook over de mogelijkheden vermeld in § 2. ».

## Artikel 19

In paragraaf 4 wordt de vergunninghouder ertoe verplicht met de ombudsdienst een protocol te sluiten betreffende "met name de arbitrageovereenkomst waarvan sprake (is) in artikel 43bis, § 3, 4°, van de wet".

Zoals de Raad van State reeds heeft opgemerkt (10) :

« ... blijkt duidelijk, zowel uit het voormelde artikel 43bis als uit de grondwetsbepalingen die aan de hoven en rechtbanken de geschillen houdende burgerlijke rechten toe wijzen (artikel 144) en die bepalen dat "niemand tegen zijn wil kan worden afgehouden van de rechter die de wet hem toekent" (artikel 13), dat het beroep doen op de arbitrage van de ombudsdienst de vrije instemming impliceert van alle partijen bij het geschil. De toestemming van de onderneming die een telecommunicatiedienst levert, kan haar bijgevolg niet worden opgelegd als voorwaarde om die dienst te leveren. ».

## Artikel 20

Blijkbaar mogen in paragraaf 2 de woorden "en definitief", waarvan de strekking in casu onduidelijk is, vervallen.

## Article 21

1. Au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, il est suggéré d'écrire "de ce rapport" au lieu de "dudit rapport".

Dans ce même alinéa, la portée exacte des mots "en concertation avec le titulaire de l'autorisation", est obscure. Quelle forme prend cette "concertation" ? Quid en cas de désaccord persistant sur la forme du rapport entre l'Institut et le titulaire de l'autorisation ?

2. Au paragraphe 2, il convient d'écrire "le 30 juin" au lieu de "pour le 30 juin", ainsi que d'omettre le mot "notamment".

En ce qui concerne ce paragraphe, la question se pose de savoir s'il ne serait pas plus pratique d'insérer les données qu'il vise dans la liste de celles qui doivent figurer dans le rapport visé au paragraphe 1<sup>er</sup>. On éviterait ainsi la multiplication des rapports.

## Article 22

1. Au paragraphe 1<sup>er</sup>, on écrira "ne satisfait pas" au lieu de "manque".

2. Le paragraphe 5 fait double emploi avec l'article 14.

## Article 23

Il est suggéré d'ajouter à cet article les mots "en deux exemplaires", ce qui permettrait d'omettre l'article 25.

## Article 24

Au paragraphe 1<sup>er</sup>, il y a lieu de faire précéder chacun des points de l'énumération par un article, soit également les points 7°, 10°, 11°, et 16°.

Dans le même paragraphe, 8°, il est suggéré d'écrire "sa politique tarifaire" au lieu de "la politique tarifaire proposée". Le mot "proposée" pourrait en effet laisser supposer, que l'Institut contribue à l'établissement de la politique tarifaire du demandeur d'une autorisation.

## Articles 26 et 27

Ces articles doivent être omis, les dispositions qu'ils contiennent étant soit inutiles (article 26 et article 27, § 1<sup>er</sup>), soit dépourvues de base légale (article 27, § 2).

## Article 28

1. Suivant la directive 97/13/CE du Parlement européen et du Conseil du 10 avril 1997 relative à un cadre commun pour les autorisations générales et les licences individuelles dans le secteur des services de télécommunications, les Etats membres doivent se prononcer sur l'octroi des licences individuelles au plus tard six semaines après la réception de la demande. Ils peuvent porter ce délai à quatre mois dans les cas objectivement justifiés, expressément définis dans les dispositions transposant la directive.

En fixant ce délai uniformément à trois mois, sans autre justification, le projet ne transpose pas correctement la directive précitée.

2. En outre, au paragraphe 1<sup>er</sup>, il convient d'écrire "attribue ou refuse" au lieu de "attribue".

## Observations finales

La rédaction du texte gagnerait à être améliorée dans un souci de correction et d'élégance de la langue, ainsi qu'en fonction des règles de légistique formelle.

On sera notamment attentif au respect des règles suivantes :

1° le numérotage des premières sections d'un texte ne se fait pas en chiffres cardinaux romains (11). Il convient d'écrire en toutes lettres "Section première", et non "Section I" ou "Section Ire";

2° il convient d'écrire "§ 1<sup>er</sup>" en chiffre ordinal, au lieu de "§ 1";

3° il n'y a lieu de diviser un article en paragraphes que lorsqu'au moins l'un de ces derniers comporte plus d'un alinéa;

## Artikel 21

1. In de Franse tekst van paragraaf 1, tweede lid, wordt voorgesteld "de ce rapport" te schrijven in plaats van "dudit rapport".

In hetzelfde lid is niet duidelijk wat juist met de woorden "in overleg met de vergunninghouder" wordt bedoeld. Welke vorm neemt dat "overleg" aan ? Wat als het Instituut en de vergunninghouder het oneens blijven over de vorm van het verslag ?

2. In paragraaf 2 behoort te worden geschreven "uiterlijk 30 juni" in plaats van "uiterlijk voor 30 juni". Voorts dienen de woorden "onder meer" te vervallen.

In verband met deze paragraaf rijst de vraag of het niet praktischer zou zijn de daarin vermelde gegevens op te nemen in de lijst van de gegevens die moeten voorkomen in het verslag bedoeld in paragraaf 1. Zo zou kunnen worden voorkomen dat te veel verslagen moeten worden opgesteld.

## Artikel 22

1. In de Franse tekst van paragraaf 1 schrijve men "ne satisfait pas" in plaats van "manque".

2. Paragraaf 5 vormt een nodeloze herhaling van artikel 14.

## Artikel 23

Er wordt voorgesteld om na het woord "vergunningsaanvraag" de woorden "in duplo" toe te voegen, waardoor artikel 25 zou kunnen vervallen.

## Artikel 24

In paragraaf 1 behoort zorgvuldiger te worden omgesprongen met de lidwoorden aan het begin van elk onderdeel van de opsomming. zo schrijve men in onderdeel 1° "de naam van de aanvrager", in onderdeel 7° "een gedetailleerde beschrijving... » , in de onderdelen 10° en 11° telkens "een gedetailleerde studie... » en in onderdeel 16° "de referenties... » .

In dezelfde paragraaf, onderdeel 8°, wordt voorgesteld te schrijven "het tariefbeleid van de aanvrager" in plaats van "het voorgestelde tariefbeleid". Door het woord "voorgestelde" zou immers de indruk kunnen ontstaan dat het Instituut meewerkt aan het vaststellen van het tariefbeleid van de aanvrager van de vergunning.

## Artikelen 26 en 27

Deze artikelen behoren te vervallen, aangezien de bepalingen die ze bevatten hetzij overbodig zijn (artikel 26 en artikel 27, § 1), hetzij geen rechtsgrond bezitten (artikel 27, § 2).

## Artikel 28

1. Volgens richtlijn 97/13/EG van het Europees Parlement en de Raad van 10 april 1997 betreffende een gemeenschappelijk kader voor algemene machtigingen en individuele vergunningen op het gebied van telecommunicatiediensten moeten de Lid-Staten zich uiterlijk zes weken na ontvangst van de aanvraag om een individuele vergunning over die aanvraag uitspreken. In objectief gerechtvaardigde gevallen die specifiek worden omschreven in de bepalingen waarbij de richtlijn wordt omgezet, mogen zij die termijn op vier maanden brengen.

Doordat die termijn zonder opgave van redenen eenvormig op drie maanden wordt vastgesteld, wordt de voormelde richtlijn in het ontwerp niet correct omgezet.

2. Bovendien behoort in de tweede zin van paragraaf 1 te worden geschreven "De Koning verleent of weigert de vergunning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad..." in plaats van "De Koning kent bij een in ministerraad overlegd besluit, de vergunning toe... » .

## Slotopmerkingen

De redactie van de tekst zou beter moeten worden verzorgd met het oog op een correct en elegant taalgebruik en op basis van de regels van de wetgevingstechniek.

Er behoort inzonderheid te worden voor gezorgd dat de volgende regels worden nageleefd :

1° in het Nederlands worden alle hoofdstukken en afdelingen genummerd met hoofdtelwoorden in Romeinse cijfers. Deze regel geldt ook voor het Frans, met uitzondering weliswaar van hoofdstuk I en afdeling I, die als "Chapitre premier" en "Section première" moeten worden aangeduid (11);

2° in de Franse tekst dient "§ 1<sup>er</sup>" te worden geschreven in plaats van "§ 1";

3° een artikel behoort alleen dan in paragrafen te worden onderverdeeld als ten minste één paragraaf uit meer dan één lid bestaat;

4° lorsqu'il est procédé à des subdivisions à l'intérieur d'une phrase, leur numérotage doit se faire par 1°, 2°, 3°, etc., plutôt que par a), b), c), etc. ou par 1., 2., 3., etc.;

5° les nombres sont à écrire en lettres;

6° il convient d'éviter autant que possible l'usage de mots ou de sigles anglais;

7° il convient d'éviter l'usage de parenthèses;

8° lorsqu'il est renvoyé, dans un article de l'arrêté en projet, à un autre article de cet arrêté, il convient de ne pas faire suivre l'identification de cet article par les mots "du présent arrêté"; de même lorsqu'il est renvoyé, dans une subdivision d'article, à une autre subdivision de cet article de cet arrêté, il convient de ne pas faire suivre l'identification de cette subdivision par les mots "du présent article" ou les mots "de cet article".

En ce qui concerne le texte néerlandais du projet, des propositions tendant à améliorer le texte sont faites à titre d'exemple dans la version néerlandaise du présent avis.

(...)

(...)

(...)

(...)

(...)

(...)

(...)

(...)

(...)

(...)

(...)

(...)

(...)

(...)

(...)

(...)

(...)

(...)

(...)

4° wanneer een zin wordt onderverdeeld, wordt gebruik gemaakt van de nummering met 1°, 2°, 3°, enz. in plaats van een nummering met a), b), c), enz. of met 1., 2., 3., enz.;

5° getallen behoren voluit te worden geschreven;

6° Engelse woorden of afkortingen dienen zoveel mogelijk te worden vermeden;

7° het gebruik van ronde haakjes dient te worden vermeden;

8° wanneer in een artikel van het ontworpen besluit wordt verwezen naar een ander artikel van dat besluit mag de vermelding van dat artikel niet worden gevolgd door de woorden "van dit besluit"; wanneer in een onderverdeling van een artikel naar een andere onderverdeling van datzelfde artikel van datzelfde besluit wordt verwezen, mag de vermelding van dat onderdeel niet worden gevolgd door de woorden "van het onderhavige artikel" noch door de woorden "van dit artikel".

Wat de Nederlandse tekst betreft worden hierna, bij wijze van voorbeeld, voorstellen gedaan tot verbetering van de tekst :

— in artikel 6, paragraaf 1, dienen de woorden "sites" en "voorziet" te worden vervangen door respectievelijk de woorden "terreinen" en "plant". Ook elders in het ontwerp dient het woord "site" te worden vervangen door het woord "terrein";

— in artikel 6, paragraaf 3, dient het woord "uitbaat" te worden vervangen door het woord "exploiteert". Ook elders in het ontwerp dient het werkwoord "uitbaten" te worden vervangen door het werkwoord "exploiteren";

— in artikel 6, paragraaf 4, tweede zin, dient de constructie "in die mate dat de beschikbare gebouwen het toelaten" te worden vervangen door de constructie "voor zover de beschikbare gebouwen het mogelijk maken";

— in artikel 8, paragraaf 1, onderdeel 1°, dient het woord "indienstneming" te worden vervangen door het woord "indienststelling";

— in datzelfde artikel 8, paragraaf 1, onderdeel 2°, schrijve men "geschiedt" in plaats van "gebeurt". Ook elders in het ontwerp dienen de vormen van het werkwoord "gebeuren" te worden vervangen door de overeenkomstige vormen van het werkwoord "geschieden", tenzij het echt om een toevallige gebeurtenis gaat;

— in de inleidende zin van artikel 10, paragraaf 1, tweede lid, dient het woord "tenminste" te worden vervangen door de woorden "ten minste";

— in verband met artikel 10, paragraaf 1, tweede lid, onderdeel 5° behoort te worden nagegaan of de term "nooddiensten" het meest geschikt is om de bedoeling van de steller van het ontwerp weer te geven;

— in artikel 10, paragraaf 2, onderdeel 8°, en elders in het ontwerp dienen in plaats van de term "type-overeenkomst" de termen "standaardcontract" of "modelcontract" te worden gebruikt als equivalent voor het Franse "contrat type";

— in de eerste zin van artikel 12, paragraaf 2, is het beter om het woord "notificatie" te vervangen door het woord "kennisgeving". Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp en ook voor het werkwoord "notificeren", dat beter zou worden vervangen door het werkwoord "kennisgeven";

— in artikel 13, tweede lid, eerste zin, schrijve men "De aanpassing geschiedt met behulp van de coëfficiënt die verkregen wordt... » ;

— in datzelfde artikel 13, tweede lid, dienen de woorden "de hogere honderdtal franken" te worden vervangen door de woorden "het hogere honderdtal franken";

— in artikel 17, paragraaf 2, eerste lid, schrijve men in de eerste zin, in fine, "het netwerk dat zijn diensten overbrengt" in plaats van "het netwerk die zijn diensten overbrengen";

— in artikel 19, paragraaf 1, tweede lid, dient het woord "alleszins" te worden vervangen door de woorden "op zijn minst";

— in artikel 21, paragraaf 1, onderdeel 1°, dient het woord "bedekking" te worden vervangen door het woord "dekking". Deze opmerking geldt ook voor artikel 24, paragraaf 1, onderdeel 12°;

— in datzelfde artikel 21, paragraaf 1, onderdeel 5°, schrijve men "kwaliteit van de ontvangst" in plaats van "luisterkwaliteit";

— artikel 22, paragraaf 1, tweede zin, zou als volgt moeten worden gesteld: "Het Instituut stelt de vergunninghouder in voorkomend geval in gebreke de vastgestelde tekortkomingen binnen een termijn... te verhelpen en deelt hem de boete mee die hem... kan worden opgelegd als hij zulks nalaat. » ;

— in artikel 22, paragraaf 3, schrijve men "twee maanden" in plaats van "twee maand";

— in de inleidende zin van artikel 24, paragraaf 1, dient het woord "elementen" te worden vervangen door het woord "gegevens";

— in artikel 24, paragraaf 1, onderdeel 11°, schrijve men "dimensionering" in plaats van "dimentionering";

(...)

(...)

(...)

La chambre était composée de :

MM. :

R. Andersen, président de chambre;

C. Wettinck et P. Lienardy, conseillers d'Etat;

J. van Compernelle et J.-M. Favresse, assesseurs de la section de législation;

Mme M. Proost, greffier.

Le rapport a été présenté par M. L. Detroux, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. C. Amelynck, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. Andersen.

Le greffier,

M. Proost.

Le président,

R. Andersen.

—  
Note

(1) Doc. parl., Chambre, 1265/1-97/98, p. 78. La définition donnée au "service de téléphonie vocales ne couvre en effet pas la téléphonie mobile.

(2) Ibid., p. 81.

(3) La section de législation du Conseil d'Etat a déjà eu l'occasion de rappeler cette règle de légistique, notamment dans l'avis L. 27.309/4, donné le 11 mars 1998, sur un projet, devenu l'arrêté royal du 22 juin 1998 fixant le cahier des charges pour le service de téléphonie vocale et la procédure relative à l'attribution des licences individuelles (publié au *Moniteur belge* du 15 juillet 1998, p. 23.299), ainsi que dans l'avis L. 28.069/4, donné le 26 octobre 1998, sur un projet d'arrêté royal réglant les délais et principes applicables aux négociations commerciales menées en vue de conclure des accords d'interconnexion et les modalités de publication de l'offre d'interconnexion de référence, et fixant les conditions à régler dans la convention d'interconnexion.

(4) Par ailleurs, il est utile d'observer que, comme l'article 2, § 4, de la directive 90/388/CE de la Commission, du 28 juin 1990 précitée prévoit que "Les Etats membres communiquent à la Commission les critères sur lesquels les licences, les autorisations générales et les procédures de déclaration sont fondées ainsi que les conditions y afférentes., il conviendra de mentionner dans un considérant que l'arrêté a été communiqué à la commission.

(5) La section de législation du Conseil d'Etat a déjà eu l'occasion de rappeler cette règle de légistique à de très nombreuses reprises, notamment dans l'avis L. 26.588/4, donné le 29 septembre 1997, sur un projet, devenu l'arrêté royal du 16 avril 1998 relatif aux stations terriennes de satellites (publié au *Moniteur belge* du 27 juin 1998, p. 21.152), ainsi que dans l'avis L. 27.309/4, précité.

(6) Ce principe ne comporte qu'une seule exception, en matière d'interconnexion (article 87, § 2, alinéa 2, k) de la loi du 21 mars 1991, auquel renvoie, l'article 89, § 1er, alinéa 2 et § 2, alinéa 2).

(7) Au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1°, on écrira "ce" au lieu de "ceci" et au 2°, on écrira "l'abonné appelé" au lieu de "l'abonné appelant".

(8) Dans la directive 97/66/CE précitée, cette disposition se justifie par le fait que l'article 3 de celle-ci limite son champ d'application "au traitement des données à caractère personnel dans le cadre de la fourniture de services de télécommunications accessibles au public sur les réseaux publics de télécommunications dans la Communauté".

(9) On évite ainsi d'introduire des phrases incidentes dans une énumération.

(10) Avis L. 28.067/4, donné le 30 septembre 1998, sur un projet d'arrêté royal "portant les conditions de confection, édition et distribution des annuaires".

(11) La section de législation du Conseil d'Etat a déjà eu l'occasion de rappeler cette règle de légistique à de très nombreuses reprises, notamment dans l'avis L. 27.309/4, précité.

— article 24, paragraphe 2, zou beter als volgt worden gesteld "§ 2. De aanvraag houdt de verbintenis in zich aan de clausules en de voorwaarden van het bestek te houden. » ;

— article 30 zou als volgt moeten worden gesteld :

« Art. 30. Onze Minister van Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit. » .

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

R. Andersen, kamervoorzitter;

C. Wettinck en P. Lienardy, staatsraden;

J. van Compernelle en J.-M. Favresse, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. M. Proost, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer L. Detroux, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer C. Amelynck, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer R. Andersen.

De griffier,

M. Proost.

De voorzitter,

R. Andersen.

—  
Nota

(1) Gedr. St., Kamer, 1265/1-97/98, blz. 78. De definitie die gegeven wordt van "spraaktelefoniedienst" omvat immers niet de mobiele telefonie.

(2) Ibid., blz. 81.

(3) De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft vroeger reeds moeten herinneren aan dit wetgevingstechnisch voorschrift, onder meer in advies L. 27.309/4, uitgebracht op 11 maart 1998, over een ontwerp dat het koninklijk besluit van 22 juni 1998 tot vaststelling van het bestek van toepassing op de spraaktelefoonendienst en de procedure inzake de toekenning van individuele vergunningen is geworden (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 15 juli 1998, blz. 23.299), en in advies L. 28.069/4, uitgebracht op 26 oktober 1998, over een ontwerp van koninklijk besluit tot regeling van de termijnen en principes die van toepassing zijn op de commerciële onderhandelingen die worden gevoerd om interconnectieakkoorden te sluiten en de nadere regels voor publicatie van het referentie-interconnectieaanbod en tot vaststelling van de voorwaarden die geregeld moeten worden in de interconnectieovereenkomst.

(4) Bovendien valt op te merken dat, aangezien artikel 2, lid 4, van de genoemde richtlijn 90/388/EG van de Commissie van 28 juni 1990 het volgende bepaalt : "De Lid-Statens delen de Commissie de criteria mede, waarop de vergunnings-, algemene goedkeurings- en aanmeldingsprocedures zijn gebaseerd, alsmede de daaraan verbonden voorwaarden", in een considerans vermeld dient te worden dat het besluit aan de Commissie is overgezonden.

(5) De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft dit wetgevingstechnisch voorschrift reeds talrijke keren in herinnering moeten brengen, onder meer in advies L. 26.588/4, gegeven op 29 september 1997, over een ontwerp dat het koninklijk besluit van 16 april 1998 betreffende de satellietgrondstations is geworden (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 27 juni 1998, blz. 21.152), en in het genoemde advies L. 27.309/4.

(6) Op dat beginsel bestaat slechts één uitzondering, inzake interconnectie (artikel 87, § 2, tweede lid, k), van de wet van 21 maart 1991, waarnaar wordt verwezen in artikel 89, § 1, tweede lid, en § 2, tweede lid).

(7) In paragraaf 1, 1°, schrijve men "ce" in plaats van "ceci" en in onderdeel 2° dient "l'abonné appelé" te worden geschreven in plaats van "l'abonné appelant".

(8) In de voormelde richtlijn 97/66/EG is die bepaling verantwoord doordat de werkingssfeer van de richtlijn bij artikel 3 beperkt wordt tot "de verwerking van persoonsgegevens in verband met de verstrekking van algemeen beschikbare telecommunicatiediensten via openbare telecommunicatienetwerken in de Gemeenschap".

(9) Zo vermijdt men dat een opsomming door tussenzinnen wordt onderbroken.

(10) Advies L. 28.067/4, dat op 30 september 1998 is gegeven over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende de voorwaarden tot vervaardiging, uitgave en verspreiding van de telefoongidsen".

(11) De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft reeds herhaaldelijk de gelegenheid gehad aan die regel van de wetgevings-techniek te herinneren, inzonderheid in het voormelde advies L. 27.309/4.

**7 MAI 1999. — Arrêté royal relatif au cahier des charges applicable à l'exploitation des services de communications personnelles mobiles par satellite**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la directive 90/388/CEE de la Commission du 28 juin 1990 relative à la concurrence dans les marchés de services de télécommunications, notamment les articles 2 et 4bis insérés par la directive 96/19/EG du 13 mars 1996;

Vu la directive 97/13/CE du Parlement européen et du Conseil du 10 avril 1997 relative à un cadre commun pour les autorisations générales et les licences individuelles dans le secteur des services de télécommunications, notamment les articles 7, 8, 9 et 11;

Vu la directive 97/66/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 1997 concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des télécommunications, notamment les articles 4, 8 et 10;

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment l'article 89, § 1<sup>er</sup> et § 2, remplacé par la loi du 19 décembre 1997, l'article 92bis, inséré par l'arrêté royal du 28 octobre 1998 et remplacé par la loi du 19 décembre 1997, et l'article 92ter, inséré par la loi du 19 décembre 1997;

Vu l'arrêté royal du 15 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées, notamment les articles 17 à 20;

Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 août 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 septembre 1998;

Vu la délibération du Conseil des ministres du 11 septembre 1998 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 14 décembre 1998, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que le projet a été transmis à la Commission européenne;

Sur la proposition de Notre Ministre des Télécommunications et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — *Cahier des charges pour l'exploitation de services de communications personnelles mobiles par satellite*

*Section Ire. — Définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° Ministre : le Ministre ou Secrétaire d'Etat ayant les télécommunications dans ses attributions;

2° Loi : loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques;

3° Institut : l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, en abrégé "I.B.P.T. », visé à l'article 71 de la loi;

4° réseau mobile : l'ensemble des stations de base, l'équipement de commutation et les autres ressources nécessaires pour offrir un service mobile de télécommunications et mis en oeuvre par un opérateur;

5° C.E.P.T.: Conférence Européenne des Administrations des Postes et Télécommunications;

6° E.T.S.I.: "European Telecommunications Standards Institute" (Institut européen des normes de télécommunications);

7° segment spatial : ensemble des satellites d'un système de télécommunications par satellite;

8° station terrienne de satellite : tout équipement pouvant servir à l'émission, à l'émission et la réception ou uniquement à la réception de signaux radioélectriques au moyen de satellites ou d'autres systèmes spatiaux, excepté les antennes pouvant uniquement capter des signaux de télévision destinés au grand public;

9° station terrienne fixe de satellite : station terrienne de satellite installée à demeure;

**7 MEI 1999. — Koninklijk besluit betreffende het bestek van toepassing op de exploitatie van mobiele persoonlijke satellietcommunicatiediensten**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op richtlijn 90/388/EEG van de Commissie van 28 juni 1990 betreffende de mededinging op de markten voor telecommunicatiediensten, inzonderheid op de artikelen 2 en 4bis ingevoegd door richtlijn 96/19/EG van 13 maart 1996;

Gelet op richtlijn 97/13/EG van het Europees Parlement en de Raad van 10 april 1997 betreffende een gemeenschappelijk kader voor algemene machtigingen en individuele vergunningen op het gebied van telecommunicatiediensten, inzonderheid op de artikelen 7, 8, 9 en 11;

Gelet op richtlijn 97/66/EG van het Europees Parlement en de Raad van 15 december 1997 betreffende de verwerking van persoonsgegevens en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in de telecommunicatiesector, inzonderheid op de artikelen 4, 8 en 10;

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op artikel 89, § 1 en § 2, vervangen bij de wet van 19 december 1997, op artikel 92bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 28 oktober 1996 en vervangen bij de wet van 19 december 1997, en op artikel 92ter, ingevoegd bij de wet van 19 december 1997;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 oktober 1979 betreffende de private radioverbindingen, inzonderheid op de artikelen 17 tot 20;

Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 augustus 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 10 september 1998;

Gelet op het besluit van de Ministerraad van 11 september 1998 over het verzoek om advies door de Raad van State binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 14 december 1998, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat het ontwerp werd overgezonden aan de Europese Commissie;

Op de voordracht van Onze Minister van Telecommunicatie en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Bestek voor de exploitatie van mobiele persoonlijke satellietcommunicatiediensten.*

*Afdeling I. — Definities.*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :

1° Minister : de Minister of Staatssecretaris die de telecommunicatie onder zijn bevoegdheid heeft;

2° Wet : wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven;

3° Instituut : het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, afgekort "B.I.P.T. », bedoeld in artikel 71 van de wet;

4° mobiel netwerk : door een operator opgezet geheel van basisstations, commutatie-uitrusting en alle andere hulpbronnen die nodig zijn om een mobiele telecommunicatiedienst aan te bieden;

5° C.E.P.T. : "Conférence Européenne des Administrations des Postes et Télécommunications" (Europese Conferentie van Post en Telecommunicatie Administraties);

6° E.T.S.I. : "European Telecommunications Standards Institute" (Europees Instituut voor telecommunicatienormen);

7° ruimtesegment : geheel van satellieten die deel uitmaken van een satellietcommunicatiesysteem;

8° satellietgrondstation : apparatuur die kan worden gebruikt voor transmissie of voor transmissie en ontvangst, of uitsluitend voor ontvangst van radiocommunicatiesignalen door middel van satellieten of andere systemen in de ruimte, uitgezonderd antennes die louter voor het grote publiek bestemde televisiesignalen kunnen ontvangen;

9° vast satellietgrondstation : een satellietgrondstation dat bestendig opgesteld is;

10° station terrienne mobile de satellite : station terrienne de satellite destinée à être utilisée en mouvement ou pendant des haltes en des points non déterminés;

11° services de communications personnelles par satellite : les services de télécommunication destinés au public dont la fourniture repose, en tout ou en partie, sur des liaisons avec le segment spatial d'un opérateur;

12° services de communications personnelles mobiles par satellite : services de communications personnelles via satellite destinés à être employés via des stations terriennes mobiles de communication par satellite;

13° UIT-T : secteur de la normalisation des télécommunications de l'Union Internationale des Télécommunications, anciennement C.C.I.T.T. (Comité Consultatif International Télégraphique et Téléphonique);

14° opérateur mobile : titulaire d'une autorisation au sens de l'article 89 de la loi;

15° opérateur d'interconnexion : tout opérateur de réseau de télécommunications dûment autorisé, en Belgique ou à l'étranger, avec lequel le titulaire d'autorisation interconnecte, directement ou indirectement, son réseau;

16° opérateur de lignes louées : tout opérateur dûment autorisé qui offre un service de lignes louées;

17° société de commercialisation de services : société ayant conclu un contrat avec un titulaire d'autorisation en vue de vendre des services du dernier;

18° abonné : personne physique ou morale qui a conclu un contrat pour la fourniture d'un service d'un titulaire d'autorisation ou d'une société de commercialisation de services avec laquelle celui-ci a conclu un contrat;

19° usager itinérant : client, autre qu'un abonné, qui est abonné aux réseaux mobiles exploités par d'autres opérateurs, en Belgique ou à l'étranger, muni d'un poste terminal compatible et désireux d'utiliser le réseau de cet opérateur;

20° roaming : faculté offerte aux abonnés du réseau d'un opérateur mobile d'utiliser le réseau d'un autre opérateur;

21° RTPC : Réseau Téléphonique Public Commuté;

22° RNIS : Réseau Numérique à Intégration des Services.

### Section II

#### Objectif du service et portée de l'autorisation

**Art. 2. § 1<sup>er</sup>.** L'autorisation d'exploiter en Belgique des services de communications personnelles mobiles par satellite, ci-après dénommée l'autorisation, couvre la mise en oeuvre et l'exploitation en Belgique de services de communications personnelles mobiles par satellite.

§ 2. Les services offerts par le titulaire de l'autorisation doivent permettre d'établir, à partir ou à destination d'une station terrienne mobile de satellite appropriée, une communication :

a) avec tout abonné du RTPC ou du RNIS, en Belgique ou à l'étranger;

b) avec tout abonné à un autre réseau mobile public, en Belgique ou à l'étranger;

c) entre abonnés du titulaire de l'autorisation.

Ces différentes possibilités ne peuvent pas porter préjudice à d'éventuelles restrictions d'accès demandées par les usagers dans l'un des réseaux concernés.

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** L'autorisation est personnelle et incessible.

L'Institut est informé, au moins un mois à l'avance, de toute modification à la structure ou au contrôle du capital du titulaire de l'autorisation. L'Institut informe le Ministre de ces modifications.

10° mobiel satellietgrondstation : een satellietgrondstation bedoeld om in beweging te worden gebruikt of tijdens haltes in niet nader bepaalde opstelplaatsen;

11° persoonlijke satellietcommunicatiediensten : diensten bestemd voor het publiek voor het aanbieden waarvan geheel of ten dele gebruik wordt gemaakt van verbindingen via het ruimtesegment van een operator;

12° persoonlijke mobiele satellietcommunicatiediensten : persoonlijke satellietcommunicatiediensten bestemd voor gebruik met mobiele satellietgrondstations;

13° ITU-T : sector voor de normalisatie van de telecommunicatie van de Internationale Telecommunicatie-Unie, voorheen de C.C.I.T.T. ("Comité Consultatif International Télégraphique et Téléphonique" - Internationaal Raadgevend Comité voor Telegrafie en Telefonie);

14° mobiele operator : houder van een vergunning in de zin van artikel 89 van de wet;

15° interconnectieoperator : elke behoorlijk gemachtigde operator van een telecommunicatienetwerk, in België of in het buitenland, waarmee een vergunninghouder zijn netwerk, direct of indirect, verbindt;

16° huurlijnenoperator : elke behoorlijk gemachtigde operator die een huurlijndienst aanbiedt;

17° service provider : maatschappij die met een vergunninghouder een contract heeft gesloten voor de verkoop van diensten van deze laatste;

18° abonnee : natuurlijke of rechtspersoon die partij is bij een contract voor de levering van een dienst van een vergunninghouder of van een service provider waarmee deze een contract heeft gesloten;

19° reizende gebruiker : klant, andere dan een abonnee, die geabonneerd is op mobiele netwerken die door andere operatoren, in België of in het buitenland, worden geëxploiteerd, die voorzien is van een geschikt eindtoestel en die het netwerk van deze operator wenst te gebruiken;

20° roaming : gebruiksmogelijkheid welke aan de abonnees van een mobiele operator wordt geboden om het netwerk van een andere operator te gebruiken;

21° PSTN : openbaar geschakeld telefoonnetwerk ("Public Switched Telephone Network");

22° ISDN : digitaal netwerk met integratie van diensten ("Integrated Services Digital Network").

### Afdeling II

#### Doel van de dienst en reikwijdte van de vergunning

**Art. 2. § 1.** De vergunning om in België persoonlijke mobiele satellietcommunicatiediensten te exploiteren, hierna de vergunning genoemd, dekt het opzetten en de exploitatie van mobiele persoonlijke satellietcommunicatiediensten in België.

§ 2. De diensten aangeboden door de vergunninghouder moeten het mogelijk maken, vanuit of naar een geschikt mobiel satellietgrondstation, een verbinding tot stand te brengen :

a) met elke abonnee van het PSTN- of het ISDN-netwerk, in België of in het buitenland;

b) met elke abonnee op een ander publiek mobiel netwerk, in België of in het buitenland;

c) tussen abonnees van de vergunninghouder.

Die verschillende mogelijkheden mogen geen afbreuk doen aan eventuele beperkingen van de toegang die op aanvraag van de gebruikers, in een van de betrokken netwerken van toepassing zijn.

**Art. 3. § 1.** De vergunning is persoonlijk en onoverdraagbaar.

Het Instituut wordt ten minste een maand van tevoren in kennis gesteld van elke wijziging in de structuur van of de controle op het kapitaal van de vergunninghouder. Het Instituut deelt de Minister deze wijzigingen mee.

§ 2. L'autorisation est valable pendant une période de dix années à compter de sa date de délivrance.

A l'issue de cette première période, l'autorisation est renouvelée par tacite reconduction pour des termes successifs de cinq ans.

Le Ministre ou le titulaire de l'autorisation peut renoncer à la reconduction tacite, moyennant préavis de deux ans signifié par lettre recommandée à la poste.

Après avoir entendu le titulaire de l'autorisation, le Ministre décide, le cas échéant de ne pas reconduire l'autorisation après avoir pris en considération les conditions dans lesquelles le titulaire de l'autorisation a satisfait à son autorisation et a rempli le contenu du cahier des charges, ainsi que l'évolution générale du secteur des services mobiles.

### Section III. — Qualité et disponibilité du service

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** Le service est disponible tous les jours de l'année 24 heures sur 24. Le service comprend le service d'assistance et le service des renseignements.

Le service d'assistance enregistre les demandes des abonnés relatives à la levée des dérangements et aux difficultés d'obtenir une communication. Il transmet ces demandes aux services compétents dans les délais les plus brefs.

Le service des renseignements fournit oralement à toute personne qui le demande soit le numéro de téléphone d'un autre abonné dont le demandeur connaît le nom et l'adresse, soit le nom et l'adresse du détenteur de l'abonnement sur base du numéro de téléphone pour autant que ceux-ci sont connus au siège du service des renseignements. Le service des renseignements ne fournit aucune information relative à un abonné bénéficiant d'un numéro secret.

§ 2. Les conditions sous lesquelles le service est offert sont objectives, transparentes et non discriminatoires.

§ 3. Le titulaire de l'autorisation ne peut refuser l'accès au service ou le suspendre que dans les cas suivants :

1. fraude;
2. non-paiement de la facture;
3. sur base des exigences essentielles citées à l'article 107, § 3, alinéa 3, de la loi.

En cas de refus d'accès au service ou de suspension de cet accès, l'usager peut introduire une plainte auprès du service visé à l'article 13, § 3.

### Section IV. — Aspects radioélectriques

**Art. 5. § 1<sup>er</sup>.** Le réseau radioélectrique est établi dans les bandes de fréquences mentionnées dans l'autorisation. Pour l'attribution des fréquences l'arrêté royal du 15 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées est d'application, à l'exception des articles 6 et 9.

§ 2. L'assignation par l'Institut d'une fréquence au titulaire de l'autorisation expire automatiquement si elle n'a pas été mise en service dans un délai de trois années à partir de l'assignation.

§ 3. Des conditions portant sur l'utilisation rationnelle des fréquences ainsi que sur la prévention de toute interférence préjudiciable, aussi bien en Belgique qu'à l'étranger, peuvent être liées à l'autorisation.

§ 4. Le titulaire de l'autorisation ne peut refuser l'accès à son réseau à une station terrienne mobile de satellite dûment agréée.

**Art. 6. § 1<sup>er</sup>.** Le titulaire de l'autorisation met tout en œuvre pour installer ses stations terriennes fixes de satellite sur des sites déjà existants, s'il planifie de telles stations pour son réseau en Belgique.

§ 2. Conformément aux §§ 3 et 4, le titulaire de l'autorisation accorde à un autre titulaire d'une autorisation l'accès à ses propres sites si ce dernier est dans l'impossibilité d'installer une station terrienne fixe de satellite dans la même zone.

§ 2. De vergunning geldt voor een periode van tien jaar, te rekenen vanaf de datum waarop ze is afgegeven.

Na het verstrijken van die eerste periode wordt de vergunning stilzwiggend verlengd voor opeenvolgende termijnen van vijf jaar.

De Minister of de vergunninghouder mogen afzien van de stilzwijgende verlenging, op grond van een opzegging van twee jaar betekend bij een ter post aangetekende brief.

Na de vergunninghouder te hebben gehoord beslist de Minister eventueel om de vergunning niet te verlengen, na rekening te hebben gehouden met onder andere de omstandigheden waarin de vergunninghouder voldaan heeft aan zijn vergunning en de inhoud van het bestek heeft uitgevoerd, alsook met de algemene ontwikkeling van de sector van de mobiele diensten.

### Afdeling III. — Kwaliteit en beschikbaarheid van de dienst

**Art. 4. § 1.** De dienst is alle dagen van het jaar, 24 uur op 24 beschikbaar. De dienst omvat de hulpdienst en de dienst inlichtingen.

De hulpdienst registreert de aanvragen van de abonnees in verband met de opheffing van storingen en de moeilijkheden om een verbinding te krijgen. Hij stuurt die aanvragen zo spoedig mogelijk door naar de bevoegde dienst.

De dienst inlichtingen verstrekt mondeling aan alle personen die erom vragen hetzij het telefoonnummer van een andere abonnee waarvan de aanvrager de naam en het adres kent, hetzij de naam en adres van de abonnementshouder op basis van het telefoonnummer voorzover deze bekend zijn bij de zetel van de dienst inlichtingen. De dienst inlichtingen geeft geen inlichtingen over abonnees die een geheim nummer hebben.

§ 2. De voorwaarden waaronder de dienst wordt verstrekt zijn objectief, transparant en niet discriminerend.

§ 3. De vergunninghouder mag de toegang tot de dienst niet weigeren of schorsen, tenzij in de volgende gevallen :

1. fraude;
2. niet-betaling van de factuur;
3. op grond van de essentiële eisen vermeld in artikel 107, § 3, derde lid, van de wet.

Indien de toegang tot de dienst wordt geweigerd of geschorst, kan de gebruiker een klacht indienen bij de in artikel 13, § 3, bedoelde dienst.

### Afdeling IV. — Radio-elektrische aspecten

**Art. 5. § 1.** Het radio-elektrisch netwerk wordt geïnstalleerd in de frequentiebanden die in de vergunning worden vermeld. Voor de toekenning van de frequenties is het koninklijk besluit van 15 oktober 1979 betreffende de private radioverbindingen van toepassing, uitgezonderd de artikelen 6 en 9.

§ 2. De toewijzing door het Instituut van een frequentie aan de vergunninghouder vervalt automatisch wanneer ze niet in gebruik werd genomen binnen een termijn van drie jaar te rekenen vanaf de toewijzing.

§ 3. Voorwaarden voor het rationele gebruik van de frequenties alsook voor het voorkomen van schadelijke interferentie, zowel in België als erbuiten, kunnen aan de vergunning verbonden worden.

§ 4. De vergunninghouder mag voor geen enkel mobiel satellietgrondstation dat behoorlijk is goedgekeurd de toegang tot zijn netwerk weigeren.

**Art. 6. § 1.** De vergunninghouder stelt alles in het werk om zijn vaste satellietgrondstations op reeds bestaande sites te bevestigen, zo hij dergelijke stations voor zijn netwerk plant in België.

§ 2. Overeenkomstig §§ 3 en 4 verleent de vergunninghouder toegang tot zijn sites aan een andere vergunninghouder wanneer het voor deze laatste onmogelijk blijkt om elders in dezelfde zone een vast satellietgrondstation op te zetten.

§ 3. Dans le cas où un site est exploité par le titulaire d'une autorisation qui n'en est pas le propriétaire, celui-ci ne s'oppose pas à la conclusion d'un accord entre le propriétaire du site et un autre titulaire d'autorisation qui est dans l'impossibilité d'installer une station terrienne fixe de satellite dans la même zone, en ce qui concerne l'usage partagé du site nonobstant toute condition contraire entre le propriétaire et le titulaire de l'autorisation exploitant déjà ce site.

§ 4. Dans le cas où un site est la propriété du titulaire de l'autorisation, celui-ci ne refuse pas de négocier la conclusion d'un accord avec un autre titulaire d'une autorisation qui est dans l'impossibilité d'installer une station terrienne fixe de satellite dans la même zone, permettant à ce dernier d'installer ses équipements sur le site existant. Cette obligation de partage est étendue à l'installation, dans les locaux associés, des équipements électroniques dans la mesure où les bâtiments disponibles permettent l'installation des équipements des différents opérateurs dans des locaux distincts.

Les termes de l'accord doivent être raisonnables, proportionnés et non discriminatoires : le loyer est fondé sur les coûts d'acquisition du terrain, de construction et d'entretien.

Le titulaire de l'autorisation ne peut refuser le partage de son site que pour des raisons d'ordre technique dûment justifiées et reconnues comme telles par l'Institut.

#### Section V. — Interconnexion

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** Le titulaire de l'autorisation peut obtenir l'interconnexion de son réseau avec tout RTPC ou RNIS ou réseau mobile autorisé, s'il remplit les conditions suivantes :

1° il fait connaître à l'opérateur d'interconnexion tout besoin en matière d'interconnexion au moins six mois avant la date de mise en service souhaitée;

2° l'interconnexion aux commutateurs des opérateurs d'interconnexion s'effectue conformément au protocole de signalisation n° 7 du secteur U.I.T.-T., complété par l'E.T.S.I.; l'interface de connexion du(des) commutateur(s) des stations terriennes fixes de satellite à ces réseaux doit être agréée par l'Institut préalablement à la mise en service du réseau.

§ 2. L'opérateur d'interconnexion informe complètement et clairement ses propres abonnés des conditions commerciales d'accès au réseau du titulaire de l'autorisation à partir de son propre réseau.

#### Section VI. — Commercialisation des services

**Art. 8. § 1<sup>er</sup>.** Le titulaire de l'autorisation peut conclure des contrats avec toute société de commercialisation de services qui remplit les conditions de la loi.

Ces contrats contiennent au moins les dispositions suivantes :

1° l'égalité d'accès et de traitement des usagers conformément à l'article 4, § 2;

2° le respect de la structure tarifaire convenue;

3° l'obligation d'informer l'Institut des modifications tarifaires conformément au § 2;

4° le respect des dispositions légales en matière de protection de la vie privée;

5° la coopération avec les autorités judiciaires et les services d'urgence;

6° l'information des usagers sur certains risques inhérents à l'utilisation d'une station terrienne mobile de satellite conformément à l'article 13, § 1;

7° le respect des exigences essentielles citées à l'article 107, § 3, de la loi;

8° l'obligation de communiquer à l'Institut le contrat type avec les abonnés.

Le titulaire de l'autorisation communique à l'Institut la liste des sociétés de commercialisation de services avec lesquelles il a conclu un contrat. Les contrats sont, sur demande, communiqués à l'Institut.

§ 3. Indien een site wordt geëxploiteerd door een vergunninghouder die daar niet de eigenaar van is, verzet deze zich niet tegen het afsluiten van een akkoord tussen de eigenaar van de site en een andere vergunninghouder voor wie het onmogelijk blijkt om elders in dezelfde zone een vast satellietgrondstation op te zetten, inzake het gedeelde gebruik van de site niettegenstaande elk ander beding tussen de eigenaar en de vergunninghouder die deze site reeds exploiteert.

§ 4. Indien een site het eigendom is van de vergunninghouder weigert deze niet te onderhandelen over het afsluiten van een akkoord met een andere vergunninghouder voor wie het onmogelijk blijkt om elders in dezelfde zone een vast satellietgrondstation op te zetten, waardoor aan deze laatste de mogelijkheid wordt geboden zijn uitrusting op de bestaande site op te stellen. Deze verplichting tot gedeeld gebruik strekt zich uit over de installatie in de aanverwante lokalen, van elektronische uitrustingen voorzover de beschikbare gebouwen het mogelijk maken de uitrustingen van verschillende operatoren in verschillende lokalen te installeren.

De bepalingen van het akkoord moeten redelijk, proportioneel en niet-discriminerend zijn : de huur wordt bepaald door de aankoopssom van het terrein, de bouw- en onderhoudskosten.

De vergunninghouder kan het gedeelde gebruik van zijn site maar weigeren op grond van technische redenen welke behoorlijk gerechvaardigd zijn en als dusdanig door het Instituut worden erkend.

#### Afdeling V. — Interconnectie

**Art. 7. § 1.** De vergunninghouder kan de interconnectie verkrijgen tussen zijn netwerk en elk PSTN- of ISDN-net of elk vergund mobiel netwerk indien hij aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° hij maakt elke behoefte inzake interconnectie ten minste zes maanden vóór de gewenste datum van indienstelling aan de interconnectieoperator bekend;

2° de interconnectie met de schakelaars van de interconnectieoperatoren geschiedt overeenkomstig signalisatieprotocol nr. 7 van het I.T.U.-T., en aangevuld door het E.T.S.I.; de interface voor de verbinding van de schakelaar(s) van de vaste satellietgrondstations met deze netwerken moet zijn goedgekeurd door het Instituut vooraleer het netwerk in dienst wordt gesteld.

§ 2. De interconnectieoperator licht zijn eigen abonnees volledig en duidelijk in over de commerciële voorwaarden van toegang vanaf zijn eigen netwerk tot het netwerk van de vergunninghouder.

#### Afdeling VI. — Commercialisering van de diensten

**Art. 8. § 1.** De vergunninghouder mag contracten afsluiten met elke service provider die voldoet aan de voorwaarden van de wet.

Deze contracten bevatten ten minste de volgende bepalingen :

1° de gelijke toegang en behandeling van de gebruikers overeenkomstig artikel 4, § 2;

2° de eerbiediging van de overeengekomen tariefstructuur;

3° de verplichting het Instituut in te lichten over de tariefwijzigingen overeenkomstig § 2;

4° de naleving van de wettelijke bepalingen inzake de bescherming van de persoonlijke levenssfeer;

5° de samenwerking met de gerechtelijke overheden en de nooddiensten;

6° de inlichtingen voor de gebruikers over bepaalde gevaren verbonden aan het gebruik van een mobiel satellietgrondstation overeenkomstig artikel 13, § 1;

7° de naleving van de essentiële eisen vermeld in artikel 107, § 3, van de wet;

8° de verplichting aan het Instituut het modelcontract met de abonnees te bezorgen.

De vergunninghouder zendt aan het Instituut de lijst van de service providers waarmee hij een contract heeft gesloten. De contracten worden, op aanvraag, aan het Instituut meegedeeld.

§ 2. Toute adaptation des tarifs des services offerts par le titulaire de l'autorisation est communiquée à l'Institut dans le mois suivant son entrée en vigueur.

§ 3. Les tarifs sont portés à la connaissance du public au moyen d'une brochure gratuite. Lors de chaque mise à jour de celle-ci, un exemplaire est transmis à l'Institut.

#### Section VII. — Dispositions diverses

**Art. 9.** Le titulaire de l'autorisation devient membre de toute organisation internationale, désignée par l'Institut, chargée des questions relatives à la normalisation et à l'exploitation de services de communications personnelles mobiles par satellite. Il participe à ses frais aux activités des organisations en question pour ce qui concerne les services qu'il offre.

**Art. 10.** Le titulaire de l'autorisation contribue financièrement au fonds pour le service universel de télécommunications.

A la demande de l'Institut, le titulaire de l'autorisation fournit toutes les informations nécessaires au calcul de sa contribution au fonds pour le service universel des télécommunications.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Le titulaire de l'autorisation assure la protection des données transférées ainsi que des informations relatives à ses abonnés, notamment en ce qui concerne leur localisation.

Il prend toutes les mesures requises pour éviter toute utilisation illicite de son réseau.

§ 2. Le titulaire de l'autorisation prend des mesures d'ordre technique et organisationnel appropriées afin de garantir la sécurité de ses services, le cas échéant conjointement avec l'opérateur du réseau qui véhicule ses services. Les mesures doivent garantir un degré de sécurité adapté au risque existant, compte tenu des possibilités techniques praticables et le coût de leur mise en oeuvre.

Lorsqu'il existe un risque sur le plan de la sécurité des services offerts, le titulaire de l'autorisation en informe les abonnés ainsi que des moyens d'y remédier et de leur coût.

§ 3. Le titulaire de l'autorisation veille à ce que tout abonné ait la possibilité, gratuitement et par un moyen simple, de mettre fin au renvoi automatique des appels par un tiers vers sa station terrienne mobile de satellite.

§ 4. Le titulaire de l'autorisation impose aux membres de son personnel des dispositions en matière d'obligation de confidentialité dans le traitement des informations relatives aux usagers de son réseau.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. En ce qui concerne l'indication de l'identification des lignes appelante et connectée, le titulaire de l'autorisation respecte les principes définis aux §§ 2 et 3.

§ 2. Dans les cas où l'indication de l'identification de la ligne appelante est offerte, l'appelant doit pouvoir éliminer, par un moyen simple et gratuit, l'indication de l'identification de la ligne appelante, et ceci appel par appel. L'appelant doit avoir cette possibilité pour chaque ligne.

Dans les cas où l'indication de l'identification de la ligne appelante est offerte, l'abonné appelant doit pouvoir empêcher, par un moyen simple, gratuit pour un usage raisonnable de cette fonction, l'indication de l'identification de la ligne pour les appels entrants.

Dans les cas où l'indication de l'identification de la ligne appelante est offerte et où l'identification de la ligne appelante est indiquée avant l'établissement de l'appel, l'abonné appelé doit pouvoir, par un moyen simple, refuser les appels entrants lorsque l'appelant a supprimé l'indication de l'identification de la ligne appelante.

§ 2. Elke aanpassing van de tarieven van de diensten aangeboden door de vergunninghouder, wordt aan het Instituut meegedeeld tijdens de maand na inwerkingtreding ervan.

§ 3. De tarieven worden door middel van een gratis brochure ter kennis gebracht van het publiek. Bij elke bijwerking van die brochure wordt een exemplaar ervan aan het Instituut overgezonden.

#### Afdeling VII. — Diverse bepalingen

**Art. 9.** De vergunninghouder wordt lid van alle door het Instituut aangewezen internationale organisaties, die belast zijn met vragen in verband met de normalisatie en de exploitatie van persoonlijke mobiele satellietcommunicatiediensten. Hij neemt op eigen kosten deel aan de werkzaamheden van de betrokken organisaties wat de diensten betreft die hij aanbiedt.

**Art. 10.** De vergunninghouder draagt financieel bij in het fonds voor de universele-dienstverlening inzake telecommunicatie.

Op verzoek van het Instituut, verstrekt de vergunninghouder alle noodzakelijke informatie om zijn bijdrage in het fonds voor de universele-dienstverlening inzake telecommunicatie te berekenen.

**Art. 11.** § 1. De vergunninghouder zorgt voor de bescherming van de overgebrachte gegevens alsook van de inlichtingen over zijn abonnees, met name wat hun lokalisatie betreft.

Hij neemt alle vereiste maatregelen om onwettig gebruik van zijn netwerk te voorkomen.

§ 2. De vergunninghouder neemt passende technische en organisatorische maatregelen om de veiligheid van de door hem verstrekte diensten te garanderen, indien nodig in overleg met de operator van het netwerk dat zijn diensten overbrengt. De genomen maatregelen dienen een beveiligingsniveau te waarborgen in verhouding met het bestaande risico, rekening houdend met de technisch toepasbare mogelijkheden en de kosten voor hun tenuitvoerlegging.

Indien een bijzonder veiligheidsrisico bestaat voor de aangeboden diensten, licht de vergunninghouder de abonnees daar over in alsook over de middelen om dat risico tegen te gaan, met inbegrip van de kosten ervan.

§ 3. De vergunninghouder ziet erop toe dat elke abonnee kosteloos en eenvoudig de automatische doorschakeling van oproepen door een derde naar zijn mobiel satellietgrondstation kan voorkomen.

§ 4. De vergunninghouder legt aan zijn personeelsleden bepalingen op inzake de verplichting tot vertrouwelijkheid bij de behandeling van informatie over de gebruikers van zijn netwerk.

**Art. 12.** § 1. Wat betreft de presentatie van de identificatie van het oproepende en het opgeroepen nummer, komt de vergunninghouder de beginselen bepaald in §§ 2 en 3 na.

§ 2. Wanneer presentatie van de identificatie van het oproepende nummer als dienst wordt aangeboden, dient de oproepende eenvoudig, kosteloos en voor iedere oproep afzonderlijk, in staat te zijn om te verhinderen dat het oproepende nummer wordt doorgegeven. De oproepende moet over deze mogelijkheid beschikken voor elke afzonderlijke lijn.

Wanneer presentatie van de identificatie van het oproepende nummer als dienst wordt aangeboden, moet de opgeroepen abonnee eenvoudig en bij redelijk gebruik van deze voorziening kosteloos de presentatie van identificatie van het oproepende nummer van inkomende oproepen kunnen opheffen.

Wanneer presentatie van de identificatie van het oproepende nummer als dienst wordt aangeboden en die identificatie wordt gepresenteerd alvorens de oproep wordt gedaan, moet de opgeroepen abonnee eenvoudig inkomende oproepen kunnen weigeren wanneer de presentatie van de identificatie van het oproepende nummer door de oproepende ongedaan is gemaakt.

Dans les cas où l'indication de l'identification de la ligne connectée est offerte, l'abonné appelé doit pouvoir, par un moyen simple et gratuit, supprimer l'indication de l'identification de la ligne connectée auprès de la partie qui appelle.

§ 3. Le titulaire de l'autorisation informe ses abonnés des services d'indication de l'identification de la ligne appelante ou de la ligne connectée qu'il offre, ainsi que des possibilités prévues au § 2.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Le titulaire de l'autorisation communique à l'Institut le contrat type qu'il conclut avec ses abonnés.

Ce contrat type contient au moins des informations correctes et complètes à propos des risques inhérents à l'utilisation de stations terrestres mobiles de satellite, en ce qui concerne particulièrement les dangers pouvant résulter de l'utilisation de ces équipements pendant la conduite d'un véhicule d'une part et les perturbations que ces équipements peuvent provoquer sur des appareils médicaux d'autre part.

§ 2. Le titulaire de l'autorisation offre à ses abonnés, à leur demande, la possibilité de recevoir une facture non détaillée concernant les services qu'il leur fournit.

§ 3. Le titulaire de l'autorisation met en place, à ses frais, un service chargé du traitement des plaintes des usagers.

§ 4. Le titulaire de l'autorisation informe ses usagers de l'existence du service de médiation pour les télécommunications.

Il désigne une personne responsable des relations avec le service de médiation pour les télécommunications.

Il informe ses abonnés des possibilités de recours auprès du service de médiation. Cette information est réalisée en accord avec le service de médiation.

En vue d'assurer un traitement efficace des litiges transmis au service de médiation, un protocole est conclu entre le titulaire de l'autorisation et ledit service de médiation. Ce protocole détermine les modalités de traitement des plaintes et comprend notamment la convention d'arbitrage dont il est question à l'article 43bis, § 3, 4<sup>o</sup>, de la loi. Ce protocole est communiqué à l'Institut.

#### Section VIII. — Contrôle et sanctions

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. L'Institut contrôle le respect par le titulaire de l'autorisation des conditions du présent arrêté et de son autorisation. Le titulaire de l'autorisation y apporte gratuitement sa collaboration.

§ 2. Le titulaire de l'autorisation fournit gratuitement à la demande de l'Institut toute information concernant l'état de son réseau, la commercialisation des services et sa situation financière.

**Art. 15.** Le titulaire de l'autorisation publie semestriellement un rapport relatif aux données suivantes :

- 1° couverture du territoire;
- 2° accords de roaming conclus avec d'autres opérateurs mobiles;
- 3° taux de blocage des appels dans les deux sens de trafic;
- 4° taux de coupure des appels;
- 5° qualité de réception;
- 6° offre de services supplémentaires;
- 7° délai de raccordement des nouveaux abonnés;
- 8° fréquence et durée des dérangements;
- 9° délai de réponse de son service d'assistance aux abonnés;
- 10° disponibilité du service.

Le premier rapport de l'année qui est communiqué à l'Institut le 30 juin au plus tard, contient en plus les points suivants :

11° l'évolution, mois par mois pour l'année écoulée, du nombre total d'abonnés à ses services en général et en Belgique en particulier.

12° informations diverses que le titulaire de l'autorisation désire rajouter.

Les modalités pratiques de présentation de ce rapport sont définies par l'Institut.

Wanneer presentatie van de identificatie van het opgeroepen nummer als dienst wordt aangeboden, moet de opgeroepen abonnee de mogelijkheid hebben om eenvoudig en kosteloos de doorgifte van de identificatie van het opgeroepen nummer naar de oproepende partij te verhinderen.

§ 3. De vergunninghouder licht zijn abonnees in over de diensten van presentatie van de identificatie van het oproepende of het opgeroepen nummer die hij aanbiedt, alsook over de mogelijkheden vermeld in § 2.

**Art. 13.** § 1. De vergunninghouder bezorgt aan het Instituut het modelcontract dat hij met zijn abonnees afsluit.

Dit typecontract bevat op zijn minst correcte en volledige informatie over de risico's die inherent zijn aan het gebruik van mobiele satellietgrondstations, in het bijzonder wat de gevaren betreft die kunnen ontstaan door het gebruik van die uitrusting bij het besturen van een voertuig enerzijds, en de storingen die deze uitrusting kan veroorzaken op medische apparatuur anderzijds.

§ 2. De vergunninghouder biedt zijn abonnees, op hun verzoek, de mogelijkheid een niet-gedetailleerde factuur te ontvangen voor de diensten die hij hen levert.

§ 3. De vergunninghouder stelt op eigen kosten een dienst in die belast is met het behandelen van klachten vanwege de klanten.

§ 4. De vergunninghouder stelt zijn abonnees op de hoogte van het bestaan van de ombudsdienst voor telecommunicatie.

Hij wijst een persoon aan die verantwoordelijk is voor de betrekkingen met de ombudsdienst voor telecommunicatie.

Hij licht zijn abonnees in over de mogelijkheden om een beroep te doen op de ombudsdienst. Die informatie wordt in overeenstemming met de ombudsdienst verstrekt.

Met het oog op een efficiënte behandeling van de geschillen die bij de ombudsdienst aanhangig zijn gemaakt wordt tussen de vergunninghouder en de voormelde ombudsdienst een protocol gesloten. Dit protocol bepaalt de nadere regels voor de behandeling van klachten en bevat met name de arbitrageovereenkomst waarvan sprake in artikel 43bis, § 3, 4<sup>o</sup>, van de wet. Dit protocol wordt aan het Instituut overgezonden.

#### Afdeling VIII. — Toezicht en sancties

**Art. 14.** § 1. Het Instituut controleert de naleving door de vergunninghouder van de voorwaarden van dit besluit en van zijn vergunning. De vergunninghouder verleent hieraan gratis zijn medewerking.

§ 2. De vergunninghouder verstrekt op verzoek van het Instituut gratis alle informatie over de staat van zijn netwerk, de commercialisering van de diensten en zijn financiële toestand.

**Art. 15.** De vergunninghouder publiceert halfjaarlijks een verslag over de volgende gegevens :

- 1° dekking van het grondgebied;
- 2° roaming-akkoorden die met andere mobiele operatoren zijn gesloten;
- 3° blokkeringskans van de oproepen in beide verkeersrichtingen;
- 4° verbrekingskans van de oproepen;
- 5° kwaliteit van de ontvangst;
- 6° aanbod van bijkomende diensten;
- 7° termijn voor de aansluiting van de nieuwe abonnees;
- 8° frequentie en duur van de storingen;
- 9° antwoordtijd van zijn hulpdienst aan de abonnees;
- 10° beschikbaarheid van de dienst.

Het eerste verslag van elk jaar dat uiterlijk 30 juni aan het Instituut wordt gezonden, bevat bijkomend de volgende punten :

11° de evolutie, maand per maand voor het afgelopen jaar, van het totale aantal abonnees van zijn diensten in het algemeen en in België in het bijzonder.

12° diverse inlichtingen die de vergunninghouder wenst toe te voegen.

De praktische regels inzake de presentatie van dat verslag worden door het Instituut vastgelegd.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque l'Institut constate que le titulaire de l'autorisation ne satisfait pas aux conditions de son autorisation, il l'entend. L'Institut met, le cas échéant, le titulaire de l'autorisation en demeure de remédier aux insuffisances constatées dans un délai de deux mois et l'informe de l'amende qui, conformément à l'article 109<sup>quater</sup> de la loi, pourra lui être infligée s'il n'y a pas satisfait.

§ 2. Si, à l'issue du délai de deux mois, le titulaire de l'autorisation reste en défaut, l'Institut, après l'avoir entendu, lui inflige, avant la fin du troisième mois qui suit la première mise en demeure, la sanction annoncée. L'Institut notifie sa décision au titulaire de l'autorisation dans un délai d'une semaine à compter de la décision.

§ 3. Si dans les deux mois qui suivent la notification de la décision, le titulaire de l'autorisation est toujours en défaut d'avoir remédié aux insuffisances, l'Institut peut proposer par un avis au Ministre la suspension ou la révocation de l'autorisation.

§ 4. La suspension ou la révocation est prononcée par le Roi par un arrêté délibéré en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre après avoir entendu le titulaire de l'autorisation. Cet arrêté est immédiatement communiqué au titulaire de l'autorisation.

## CHAPITRE II. — Procédure d'octroi d'une autorisation

### Section première. — Redevances

**Art. 17.** Toute demande d'autorisation fait l'objet d'un paiement unique et préalable à l'Institut destiné à couvrir les frais d'examen du dossier. Le montant de celui-ci est fixé à 400.000 francs.

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. Afin de couvrir les frais de gestion du dossier, le titulaire de l'autorisation verse annuellement à l'Institut une redevance de 160.000 francs. Le montant est calculé à raison du nombre de mois entiers de l'année pendant laquelle l'autorisation est valable. Le mois dans lequel l'autorisation est délivrée, est compté en tant que mois entier.

§ 2. Le premier paiement est effectué dans un délai de trente jours à partir de la notification de l'autorisation. Les paiements ultérieurs doivent être effectués de manière complète et indivisible avant le 31 janvier.

§ 3. Les redevances qui n'ont pas été payées à l'échéance fixée donnent lieu, de plein droit et sans mise en demeure, à un intérêt au taux légal augmenté de 2 %. Cet intérêt est calculé en fonction du nombre de jours de retard.

**Art. 19.** Les montants des redevances mentionnés dans le présent arrêté sont adaptés annuellement, au 1<sup>er</sup> janvier, à l'indice des prix à la consommation.

Le calcul de l'adaptation se fait à l'aide du coefficient obtenu par l'indice du mois de novembre qui précède le mois de janvier dans le courant duquel l'adaptation aura lieu, divisé par l'indice du mois de novembre 1998. Ce coefficient est arrondi au dix millièmes supérieur ou inférieur, selon que le chiffre des cent millièmes atteint ou non les cinq. Après l'application du coefficient, les montants sont arrondis à la centaine de francs supérieure.

**Art. 20.** Aucune suspension ou aucun retrait de l'autorisation ne donne lieu à un remboursement du tout ou d'une partie des redevances visées par cet arrêté.

### Section II. — Introduction des demandes

**Art. 21.** Le demandeur adresse sa demande en deux exemplaires à l'Institut par lettre recommandée à la poste.

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. Le dossier de candidature contient au moins les données suivantes :

- 1° le nom du demandeur;
- 2° l'adresse complète du demandeur;

**Art. 16.** § 1. Wanneer het Instituut vaststelt dat de vergunninghouder de voorwaarden van zijn vergunning niet nakomt, hoort het hem. Het Instituut stelt de vergunninghouder in voorkomend geval in gebreke de vastgestelde tekortkomingen binnen de termijn van twee maanden te verhelpen en deelt hem de boete mee die hem overeenkomstig artikel 109<sup>quater</sup> van de wet kan worden opgelegd als hij zulks nalaat.

§ 2. Indien de vergunninghouder na afloop van twee maanden nog in gebreke blijft legt het Instituut hem, na hem te hebben gehoord, voor het einde van de derde maand die volgt op de eerste ingebrekestelling, de aangekondigde sanctie op. Het Instituut geeft kennis van zijn beslissing aan de vergunninghouder binnen een week, te rekenen vanaf de beslissing.

§ 3. Indien de vergunninghouder binnen twee maanden na de kennisgeving van de beslissing de tekortkomingen nog steeds niet heeft verholpen, kan het Instituut met een advies de Minister voorstellen de vergunning te schorsen of in te trekken.

§ 4. De schorsing of de intrekking wordt door de Koning uitgesproken bij een in Ministerraad overlegd besluit, op voorstel van de Minister na de vergunninghouder gehoord te hebben. Dit besluit wordt onmiddellijk aan de vergunninghouder meegedeeld.

## HOOFDSTUK II. — Procedure voor de toekenning van een vergunning

### Afdeling I. — Retributies

**Art. 17.** Elke aanvraag voor een vergunning geeft aanleiding tot een eenmalige en voorafgaande betaling aan het Instituut om de kosten voor het onderzoek van het dossier te dekken. Het bedrag hiervan is vastgesteld op 400.000 frank.

**Art. 18.** § 1. Om de kosten te dekken voor het beheer van de vergunning, betaalt de vergunninghouder jaarlijks aan het Instituut een retributie van 160.000 frank. Het verschuldigde bedrag wordt berekend naar rata van het aantal volledige maanden van het jaar waarin de vergunning geldig is. De maand waarin de vergunning wordt uitgereikt, wordt meegerekend als zijnde een volledige maand.

§ 2. De eerste betaling geschiedt binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de kennisgeving van de vergunning. De verdere betalingen dienen volledig en ondeelbaar te geschieden voor 31 januari.

§ 3. Retributies die niet zijn betaald op de vastgestelde vervaldatum, geven, van rechtswege en zonder ingebrekestelling, aanleiding tot een interest tegen het wettelijk tarief verhoogd met 2 %. Die interest wordt berekend naar rata van het aantal dagen achterstand.

**Art. 19.** De bedragen van de retributies vermeld in dit besluit worden jaarlijks op 1 januari aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen.

De aanpassing geschiedt met behulp van de coëfficiënt die verkregen wordt door het indexcijfer van de maand november die voorafgaat aan de maand januari in de loop waarvan de aanpassing zal plaatsvinden, te delen door het indexcijfer van de maand november 1998. Deze coëfficiënt wordt afgerond tot het hogere of lagere tienduizendste naargelang het cijfer van de honderdduizendsten al of niet vijf bereikt. Na de toepassing van de coëfficiënt worden de bedragen afgerond tot het hogere honderd frank.

**Art. 20.** Geen enkele schorsing of intrekking van de vergunning geeft aanleiding tot enige terugbetaling van het geheel of een gedeelte van de retributies bedoeld in dit besluit.

### Afdeling II. — Indienen van vergunningsaanvragen

**Art. 21.** De aanvrager richt zijn vergunningsaanvraag in duplo bij een ter post aangetekende brief aan het Instituut.

**Art. 22.** § 1. De vergunningsaanvraag bevat op zijn minst de volgende gegevens :

- 1° de naam van de aanvrager;
- 2° het volledige adres van de aanvrager;

3° si le demandeur est établi à l'étranger, l'adresse complète du domicile ou la résidence choisie en Belgique;

4° la preuve du paiement des redevances mentionnés à l'article 17;

5° informations concernant le demandeur, en particulier son statut juridique et sa structure financière;

6° pour les demandes introduites par des associations : la forme de la future société et la future structure du capital ainsi qu'une description des mécanismes de prise de décision;

7° une description détaillée des perspectives de développement commercial, des aspects liés à la concurrence sur le marché concerné et des autres marchés connexes;

8° sa politique tarifaire;

9° la stratégie de distribution des services;

10° une étude détaillée des projections financières et description de la capacité financière du demandeur en ce qui concerne la solvabilité, les sources externes de financement et la nature des garanties financières;

11° une étude détaillée sur le plan technique avec notamment l'architecture envisagée pour le réseau et son dimensionnement;

12° la couverture du territoire;

13° les services supplémentaires éventuels;

14° les aspects relatifs aux fréquences radioélectriques et les équipements mis en oeuvre;

15° l'organisation de l'entreprise en Belgique du point de vue de la gestion des ressources humaines et du management ainsi que l'organisation en matière de commercialisation, de planification, de maintenance technique et de facturation;

16° les références d'expertise et de compétence utiles pour le développement de services de télécommunications, notamment dans le domaine des communications mobiles.

§ 2. La demande constitue un engagement à se conformer à toutes les clauses et conditions du cahier des charges.

Les demandeurs désignent les renseignements qu'ils estiment couverts par le secret d'affaires.

### Section III. — Octroi de l'autorisation

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup>. Le Ministre soumet au Conseil des Ministres la demande avec les résultats de l'analyse effectuée par l'Institut. Le Roi attribue ou refuse par un arrêté délibéré en Conseil des Ministres, l'autorisation dans un délai de trois mois à partir de la date du dépôt de la demande.

§ 2. Le Ministre notifie l'autorisation au titulaire de l'autorisation.

### CHAPITRE III. — Dispositions finales

**Art. 24.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 25.** Notre Ministre des Télécommunications est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Télécommunications,

E. DI RUPO

3° indien de aanvrager in het buitenland is gevestigd, het volledige adres van de in België gekozen woon- of verblijfplaats;

4° het bewijs van de betaling van de retributies vermeld in artikel 17;

5° inlichtingen over de aanvrager, in het bijzonder zijn rechtspositie en zijn financiële structuur;

6° wat de aanvragen betreft die zijn ingediend door verenigingen : de rechtsvorm van de toekomstige maatschappij en de toekomstige samenstelling van het kapitaal, alsook een beschrijving van het besluitvormingsproces;

7° een gedetailleerde beschrijving van de vooruitzichten inzake commerciële ontwikkeling, van de aspecten in verband met de concurrentie op de betrokken markt en van de overige daarmee samenhangende markten;

8° het tariefbeleid van de aanvrager;

9° de strategie voor de dienstverlening;

10° een gedetailleerde studie van de financiële verwachtingen en beschrijving van het financiële vermogen van de aanvrager wat betreft solvabiliteit, externe financieringsbronnen en de aard van de financiële waarborgen;

11° een gedetailleerde studie op technisch vlak met in het bijzonder de opbouw van het netwerk en de dimensionering ervan;

12° de dekking van het grondgebied;

13° de eventuele bijkomende diensten;

14° de aspecten in verband met de radiofrequenties en de uitrusting die wordt gebruikt;

15° de organisatie van de onderneming in België op het stuk van het beheer van human resources, alsook management en organisatie inzake commercialisering, planning, technisch onderhoud en facturatie;

16° de referenties inzake nuttige ervaring en bekwaamheid voor de ontwikkeling van telecommunicatiediensten, met name op het gebied van mobiele communicatiediensten.

§ 2. De aanvraag houdt een verbintenis in, zich aan alle clausules en voorwaarden van het bestek te houden.

De aanvragers moeten de inlichtingen aanduiden die zij gedekt achten door het zakelijke geheim.

### Afdeling III. — Toekenning van de vergunning

**Art. 23.** § 1. De Minister legt aan de Ministerraad de aanvraag voor met de resultaten van het onderzoek dat door het Instituut is uitgevoerd. De Koning verleent of weigert de vergunning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad binnen een termijn van drie maanden te rekenen vanaf de datum waarop de aanvraag is ingediend.

§ 2. De Minister geeft kennis van de vergunning aan de vergunninghouder.

### HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

**Art. 24.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 25.** Onze Minister van Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Telecommunicatie,

E. DI RUPO